

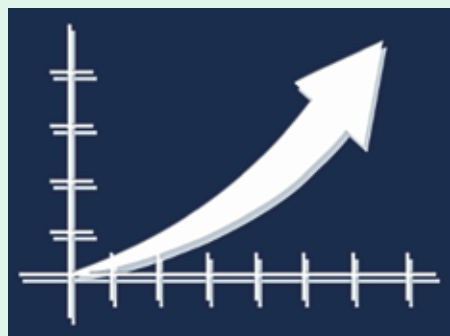


BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

RÉTROSPECTIVE 2019



Financé par le Sous-programme Finances publiques du Programme
d'Appui à la Gestion Publique et aux Statistiques (PAGPS)



Juillet 2020

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DU DÉVELOPPEMENT

RÉTROSPECTIVE 2019

Une production de :

la Direction générale des études et des statistiques sectorielles

Financé par :

le Sous-programme Finances publiques du Programme d'Appui
à la Gestion Publique et aux Statistiques (PAGPS)



Juillet 2020

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs extérieurs nets
AFD	Agence française de développement
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BDSC	Base de données de suivi de la conjoncture économique
BDSM	Base de données sur la surveillance multilatérale
BID	Banque islamique de développement
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest
CFA	Communauté financière africaine
CIMA	Code de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
CNADDT	Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire
CNE	Commission nationale de l'évaluation
CNPD	Commission nationale de planification du développement
CNPPS	Conseil national de la prospective et de la planification stratégique
CNS	Conseil national de la statistique
COSED	Comité de suivi des indicateurs de l'économie et du développement
CPADDT	Commission provinciale d'aménagement et de développement durable du territoire
CPC	Commission permanente de concertation
CRADDT	Commission régionale d'aménagement et de développement durable du territoire
CSD	Cadre sectoriel de dialogue
CSEBT	Comité du suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
DAF	Direction de l'administration et des finances
DGB	Direction générale du budget
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DOB	Débats d'orientation budgétaires
DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
EDS	Enquête démographique et de santé
EHCVM	Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages
ENAREF	Ecole nationale des régies financières
END	Ecole nationale des douanes
EPE	Etablissement public de l'Etat

FEC	Facilité élargie de crédit
IAP	Instrument automatisé de prévision
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
JNC	Journée nationale de concertation
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LOADDT	Loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
ODD	Objectif de développement durable
ONET	Observatoire national de l'économie territoriale
ONG /AD	Organisation non gouvernemental / Association de développement
PADEL	Programme d'appui au développement des économies locales
PAGPS	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques
PCD	Plan communal de développement
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/Dépenses publiques et responsabilité financière
PGA	Plateforme de gestion de l'aide
PGIF	Plan global intégré de formation
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Plan national de développement économique et social
PPP	Partenariat public privé
PTA	Plan de travail annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PUS	Programme d'urgence pour le sahel
RCD	Rapport sur la coopération pour le développement
RGPH	Recensement général de la population et de l'habitation
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau
SDAN	Schéma directeur d'aménagement numérique
SFD	Système financier décentralisé
SIGASPE	Système de gestions administrative et salariale du personnel de l'Etat
SNADDT	Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire
SNFI	Stratégie nationale de la finance inclusive
SSN	Système statistique national
TBE	Tableau de bord économique
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

TABLE DE MATIERES

SIGLE ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
PREFACE	9
EQUIPE DE PILOTAGE DU MINEFID	10
Introduction	11

PARTIE I : Généralités sur le MINEFID 13

I.1 Attributions et organisation du MINEFID	14
I.2 Ressources humaines	18
I.3 Ressources financières	20

PARTIE II : Contexte socio-économique et financier du Burkina Faso 21

II.1 La croissance économique	22
II.2 L'inflation	23
II.3 La situation des finances publiques	23
II.4 La situation de la balance des paiements	25
II.5 La situation monétaire	25

PARTIE III : Principales réalisations du MINEFID 27

III.1 Les principales actions réalisées suivant les cinq (05) programmes.	28
III.2 Les actions phares réalisées avec l'appui des projets et programmes de développement sous tutelle technique du MINEFID	57
III.3 Prise en charge des thématiques transversales	68

PARTIE IV : Relations avec les partenaires et usagers 71

IV.1 Les partenaires techniques et financiers	72
IV.2 Les ONG et les Associations de développement	76
IV.3 Les collectivités territoriales	77
IV.4 Les autres ministères et institutions	77
IV.5 Le secteur privé	78

PARTIE V : Défis et perspectives 79

Conclusion	81
Equipe d'élaboration de la rétrospective 2019	82
ANNEXES	85

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Structure du personnel du MINEFID par sexe en 2018 et 2019	18
Tableau 2 : Evolution du personnel du MINEFID par tranche d'âge de 2018 à 2019	19
Tableau 3 : Récapitulatif des décorations du MINEFID dans les différents Ordres en 2019	20
Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépenses du MINEFID de 2018 à 2019 en milliards de FCFA	20
Tableau 5 : Evolution du taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur d'activité	22
Tableau 6 : Récapitulatif des conventions de financement signées en 2019 (en milliards FCFA)	73
Tableau 7 : Montant des ressources transférées par domaine de compétences	77
Tableau 8 : répartition des projets PPP par ministère	78

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2019	18
Graphique 2 : Répartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2019	19
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles (2016-2019)	22
Graphique 4 : Evolution des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets de 2018 à 2019 (milliards FCFA)	23
Graphique 5 : Situation de la masse monétaire et de ses contreparties en 2018 et 2019 (en milliards FCFA)	26
Graphique 6 : Performance des régies de recette en 2019 (en milliards de FCFA)	38
Graphique 7 : Répartition des conventions selon le volume de financement par type de partenaire en 2019	73



Le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) est un ministère transversal au cœur du pilotage de l'action gouvernementale en matière de développement économique. Pour ce faire, plusieurs actions sont menées par mon département. Dans l'optique d'améliorer et de renforcer la visibilité de ces actions, le MINEFID élabore chaque année un document intitulé « Rétrospective ».

La rétrospective présente les résultats clés enregistrés dans la mise en œuvre du Plan de travail annuel (PTA) du MINEFID, en matière de pilotage de l'économie, de mobilisation des ressources, de gestion budgétaire et du contrôle, audits et sauvegarde des intérêts de l'Etat. Elle permet ainsi aux différents acteurs de s'informer sur la performance annuelle du ministère.

En tant qu'outil de redevabilité, le présent document fait état des principaux résultats atteints en 2019 en lien avec les engagements du MINEFID, découlant de la politique du secteur de la gouvernance économique. Il permet une meilleure visibilité des actions entreprises par mon département et contribue au renforcement des actions de communication dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Ce document est élaboré suivant une démarche participative.

Je réitère mes encouragements et félicitations à l'ensemble de mes collaborateurs pour les résultats obtenus et je les invite à redoubler d'ardeur afin que notre département puisse contribuer davantage au développement socio-économique durable du Burkina Faso. Je félicite également l'équipe de rédaction pour les efforts consentis.

J'exprime ma gratitude à l'endroit des partenaires du ministère pour leur accompagnement renouvelé pour la réussite de la mission qui nous est confiée.

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement



Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Etalon

EQUIPE DE PILOTAGE DU MINEFID



Monsieur Lassané KABORE,
Ministre de l'économie, des finances et du développement



Madame Edith Clémence YAKA,
Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé du budget



Madame Pauline ZOURE,
Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire



Monsieur Seglaro Abel SOME,
Secrétaire général du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Contribuent également au pilotage des actions du ministère :

- un (01) Directeur de cabinet ;
- deux (02) Chefs de cabinet ;
- huit (08) Conseillers techniques ;
- six (06) Chargés de mission ;
- trente et un (31) Secrétaires permanents, Coordonnateur, Président, Directeurs généraux et centraux ;
- soixante-seize (76) Directeurs régionaux.

INTRODUCTION

La gestion axée sur les résultats fait de la communication et de la reddition des comptes une obligation pour tout département ministériel. Ainsi, cette obligation s'impose aussi au MINEFID et lui permet d'informer régulièrement sur les grands chantiers du ministère.

C'est dans ce sens que le MINEFID élabore et diffuse chaque année la Rétrospective en vue de récapituler les principales réalisations du domaine de l'économie des finances et du développement et de renforcer l'accès à l'information de l'ensemble des usagers et des partenaires.

La rétrospective 2019 est élaborée selon la démarche participative en impliquant les acteurs majeurs qui y interviennent.

Elle est structurée en cinq (05) parties ainsi qu'il suit :

- les généralités sur le MINEFID ;
- le contexte socio-économique et financier du Burkina Faso ;
- les principales réalisations ;
- les relations avec les usagers et partenaires ;
- les défis et perspectives pour l'année 2020.

PARTIE I :

Généralités sur le MINEFID

Le MINEFID est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du développement et d'aménagement du territoire. La mise en œuvre de cette mission au cours de l'année 2019 s'est faite conformément à la lettre de mission assignée au Ministre et a mobilisé 9319 agents et 231,064 milliards de FCFA.

1.1 Attributions et organisation du MINEFID

Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019, portant attributions des membres du Gouvernement, le MINEFID exerce sa mission dans quatre (04) principaux domaines. Il s'agit des domaines de pilotage de l'économie, de la gestion du développement, des finances publiques et de l'aménagement du territoire.

Dans les domaines de pilotage de l'économie et de la gestion du développement

Le MINEFID est chargé (i) de la promotion des études de long terme et de la démarche prospective, (ii) de la conduite et du suivi des études prospectives nationales, (iii) de l'appui des structures techniques dans la réalisation des études prospectives spatiales et sectorielles, (iv) du développement, de la diffusion et de l'actualisation des méthodes et outils de veille prospectives dans les domaines sensibles pour l'avenir du Burkina Faso, (v) de l'appui à l'élaboration des documents d'orientation stratégique, (vi) de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des programmes d'investissement public (PIP), (vii) de l'élaboration et de la coordination des activités relatives à la politique nationale en matière de population, (viii) de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la réglementation en matière domaniale, cadastrale et foncière, (ix) de l'élaboration et de la coordination de la stratégie nationale de partenariat public-privé, (x) de l'élaboration, de la diffusion et du suivi des comptes nationaux et régionaux, (xi) de la normalisation, de la centralisation et de la diffusion des outils et des données statistiques, (xii) de la réalisation des études et des prévisions économiques à court et moyen termes, (xiii) de la coordination, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des politiques de développement économique et social, (xiv) de la cohérence des politiques sectorielles avec les orientations stratégiques et le cadre macroéconomique, (xv) de la coordination des activités en matière de population, (xvi) du suivi des projets, (xvii) de l'enregistrement des déclarations d'existences et du suivi des ONG, (xviii) de l'élaboration et de la mise en œuvre, en collaboration avec les ministères concernés, de la stratégie nationale de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique, (xix) de la formulation et de la coordination de la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotions des pôles de croissance et de compétitivité, (xx) de la surveillance de la cohérence spatiale des programmes d'investissement structurant.

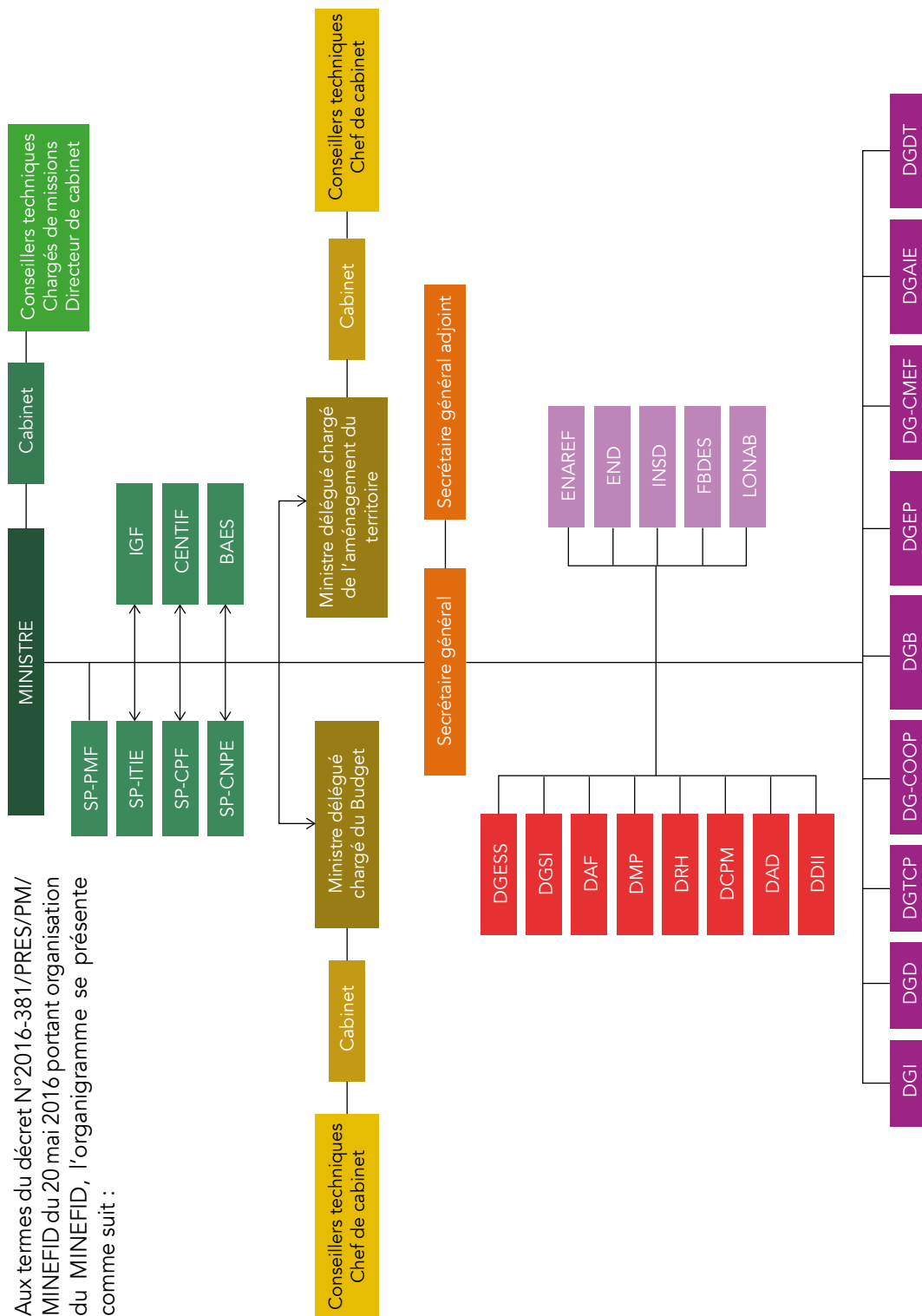
Dans le domaine des finances publiques

Le MINEFID est chargé (i) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre la fraude, le faux et la corruption, (ii) de la tutelle du secteur financier public et privé, de la gestion de la trésorerie et de la tenue de la comptabilité, (iii) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie globale de mobilisation des ressources, (iv) de la négociation en rapport avec les ministres compétents des accords et conventions de financement, (v) de l'élaboration des lois de règlement relatif au budget, (vi) de l'élaboration et du suivi de l'exécution de la politique budgétaire, (vii) de l'élaboration et du suivi de la politique fiscale, (viii) de l'élaboration, de la diffusion et du suivi des tableaux des opérations financières de l'Etat, (ix) de l'organisation et du contrôle de la comptabilité publique et du trésor, des impôts, des douanes et des domaines, (x) du contrôle financier des dépenses publiques, (xi) de la gestion du portefeuille de l'Etat, (xii) de la gestion de la dette publique intérieure et extérieure, (xiii) de l'approbation des marchés publics et des baux devant être passés par l'Etat, (xiv) de la budgétisation des investissements publics, (xv) de l'élaboration, de l'exécution du budget de l'Etat, (xvi) de l'exécution de la politique financière de l'Etat telle que défini par les lois de finances, (xvii) de l'exercice de la tutelle financière sur tous les établissements nationaux, les sociétés d'Etats, les entreprises à participation financière publique et les collectivités locales, (xviii) du suivi des activités des établissements publics de l'Etat, (xix) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de renforcement de la micro finance, (xx) de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures destinées au financement du développement, (xxi) des questions d'intégration économique et monétaire en rapport avec le Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale, (xxii) de la gestion des relations financières extérieures, (xxiii) de la signature des conventions et accords financiers, (xxiv) du suivi des décaissements, (xxv) de la coordination et du suivi de la coopération financière avec les organismes de financement bilatéraux et multilatéraux ainsi que les ONG, (xxvi) de la mise en œuvre de la politique monétaire et de change, (xxvii) de l'élaboration et du suivi de la politique d'endettement de l'Etat, (xxviii) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de recouvrement des recettes d'Etat, (xxix) de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'efficacité de l'aide, (xxx) de la conservation de la propriété foncière, (xxxi) de la gestion du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat et (xxxii) de l'élaboration des lois de règlement.

Dans le domaine de l'aménagement du territoire

Le MINEFID est chargé (i) de la promotion du développement économique local et régional dans le cadre de la déconcentration et de l'accompagnement au processus de décentralisation en concertation avec le MATDC et (ii) de l'appui, en partenariat avec le MATDC, à l'élaboration des schémas régionaux d'aménagement du territoire.

Aux termes du décret N°2016-381/PRES/PM/ MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du MINEFID, l'organigramme se présente comme suit :



Dénomination des structures du MINEFID

BAES :	Bureau d'analyse et des études stratégiques
CENTIF :	Cellule nationale de traitement des informations financières
DAD :	Direction des archives et de la documentation
DAF :	Direction de l'administration et des finances
DCPM :	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DDII :	Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DGAIE :	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB :	Direction générale du budget
DGCMEF :	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP :	Direction générale de la coopération
DGD :	Direction générale des douanes
DGDT :	Direction générale du développement territorial
DGEP :	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS :	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGI :	Direction générale des impôts
DGSI :	Direction générale des services informatiques
DGTCP :	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DMP :	Direction des marchés publics
DRH :	Direction des ressources humaines
ENAREF :	Ecole nationale des régies financières
END :	Ecole nationale des douanes
FBDES :	Fonds burkinabè de développement économique et social
IGF :	Inspection générale des finances
INSD :	Institut national de la statistique et de la démographie
LONAB :	Loterie nationale burkinabè
SG :	Secrétariat général
SP-CNPE :	Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF :	Secrétariat permanent du comité de politique fiscale
SP-ITIE :	Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
SP-PMF :	Secrétariat permanent pour la promotion de la micro finance

1.2 Ressources humaines

A fin décembre 2019, le MINEFID comptait 9319 agents contre 9269 en 2018, soit une hausse de 0,53%. Sur l'effectif de l'année sous revue, on dénombre 7493 hommes (80,40%) et 1826 (19,60%) femmes.

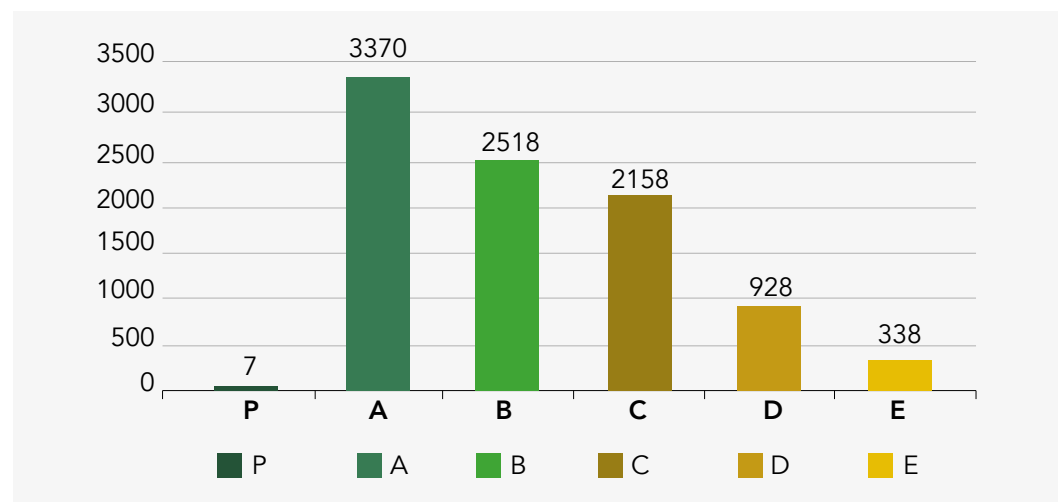
Tableau 1 : structure du personnel du MINEFID par sexe en 2018 et 2019

Sexe	2018		2019	
	Effectif	%	Effectif	%
Homme	7562	81,58	7493	80,40
Femme	1707	18,42	1826	19,60
Ensemble	9269	100	9319	100

Source: DRH/MINEFID

Le personnel est dominé par les agents de catégorie « A et assimilées » avec une proportion de 36,23% de l'effectif total.

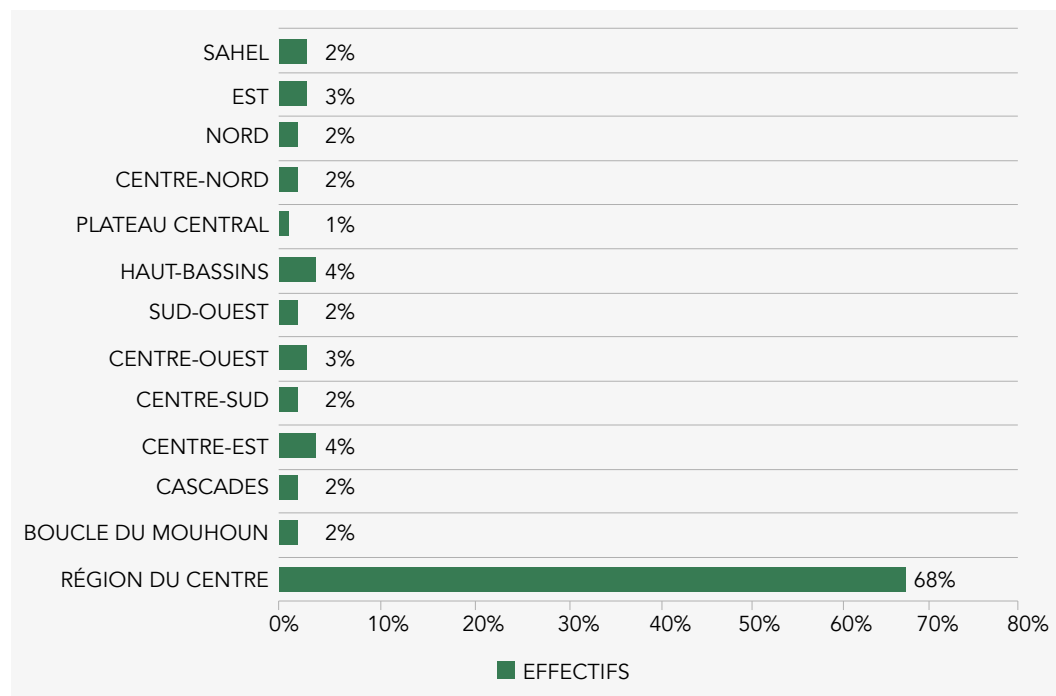
Graphique 1 : Répartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2019



Source : DRH/MINEFID

La plus forte concentration des agents du ministère se trouve dans la région du Centre avec 68,33% de l'effectif total.

Graphique 2 : Répartition du personnel du MINEFID par catégorie en 2019



Source : DRH/MINEFID

Le personnel du ministère est en majorité jeune (56,22% ont moins de 40 ans).

Tableau 2 : Evolution du personnel du MINEFID par tranche d'âge de 2018 à 2019

Tranche d'âge	2018	%	2019	%
20 à 24 ans	96	1,04	99	1,06
25 à 29 ans	788	8,50	798	8,56
30 à 39 ans	4317	46,57	4342	46,59
40 à 49 ans	2459	26,53	2466	26,46
50 et plus	1609	17,36	1614	17,32
Ensemble	9 269	100,00	9319	100,00

Source : DRH/MINEFID

Tableau 3 : Récapitulatif des décorations du MINEFID dans les différents Ordres en 2019

ORDRES	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ordre de l'Étalon	21	04	25
Ordre du Mérite burkinabè	20	08	28
Ordre du mérite de l'Economie et des Finances	104	22	126
Médaille d'honneur des Douanes	30	00	30
Total	175	34	209

Source : DRH/MINEFID

1.3 Ressources financières

Les dotations budgétaires en crédit de paiement en 2019 du ministère de l'économie des finances et du développement s'élevaient à 231,064 milliards de FCFA. Elles ont connu une augmentation de 29,9% par rapport à celles de 2018.

Le niveau d'exécution des dépenses s'élève à 201,742 milliards de FCFA sur une prévision de 231,064 milliards soit un taux d'exécution de 87%.

Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépenses du MINEFID de 2018 à 2019 en milliards de FCFA

Intitulés	Années					
	2018			2019		
	Dotations	Exécution	%	Dotations	Exécution	%
Dépenses courantes	109,892	98,534	90	213,675	188,779	88
...Personnel	28,157	24,597	87	35,925	34,533	96
...Fonctionnement	60,235	59,343	99	42,647	41,791	98
Charge financière de la dette	99,710	95,771	96,05	100	81,579	82
...Transfert courant	21,499	17,593	82	35,102	30,876	88
Dépenses en capital	67,973	13,81	20	17,389	12,963	75
Investissement exécutés par l'Etat	67,973	13,81	20	17,389	12,963	75
...Ressources propres	61,741	13,702	22	12,986	12,419	96
...Subventions	4,524	0,108	2	3,622	0,544	15
...Prêts	1,707	0	0	0,78	0	0
Total	177,865	112,344	63	231,064	201,742	87

Source : DAF / MINEFID

PARTIE II :

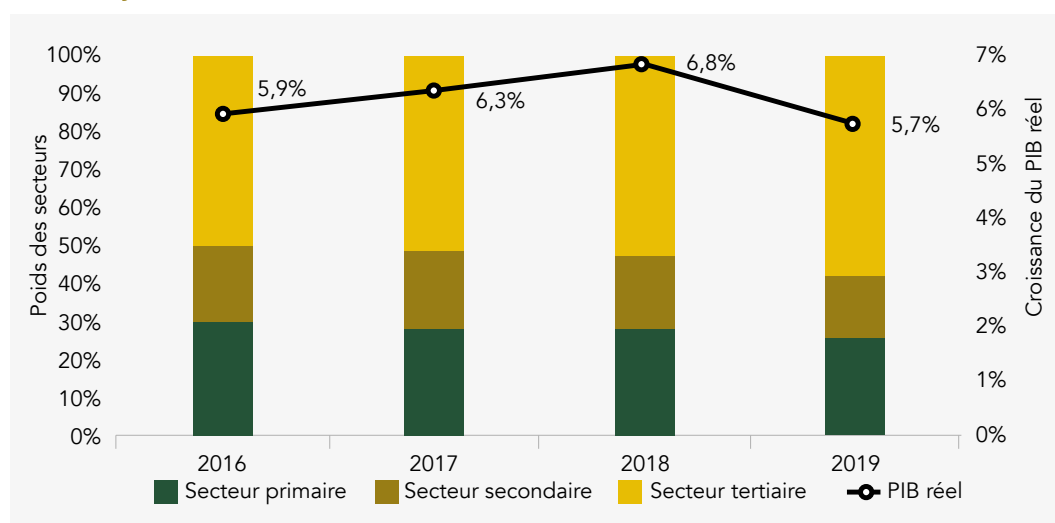
Contexte socio-économique et financier du Burkina Faso

L'activité économique a évolué dans un contexte international marqué par un ralentissement de l'activité économique dû aux incertitudes liées à la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et la situation du Brexit. Dans cette dynamique, la croissance économique mondiale est passée de 3,6% en 2018 à 2,9% en 2019. Soit un recul de 0,7 points de pourcentage.

II.1 La croissance économique

Au Burkina Faso, l'activité économique en 2019 s'est déroulée dans un contexte national marqué par une campagne agricole défavorable et la persistance des attaques terroristes entraînant de nombreux déplacés internes et par la poursuite des revendications sociales dans le secteur public. En dépit du contexte, l'activité économique a enregistré une croissance de 5,7% en 2019. Toutefois ce taux est inférieur à la performance de 2018 qui était de 6,8%.

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles (2016-2019)



Source : DGEP, IAP, Mars 2020.

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur d'activités

Rubriques	2018	2019
Secteur primaire	6,9%	2,9%
Secteur secondaire	8,0%	0,3%
Secteur tertiaire	5,9%	9,7%
PIB	6,8%	5,7%

Source : DGEP/MINEFID, à partir des données de l'IAP, Mars 2020.

L'activité économique a connu un ralentissement de son rythme de croissance en 2019. En effet, le PIB réel est ressorti à 5 561,6 milliards de FCFA en 2019 avec un taux de croissance de 5,7% contre 6,8% en 2018. Cette croissance a été imprimée principalement par le secteur tertiaire (+9,7%), les autres secteurs ayant connu des décélérations.

La croissance du PIB réel en 2019 est portée principalement par la consommation finale, avec une contribution à la croissance de 9,2 points de pourcentage, et dans une moindre mesure par l'investissement (+0,7 point de pourcentage). Les échanges extérieurs ont contribué négativement (-4,2 points de pourcentage) à cette croissance.

II.2 L'inflation

Le niveau général des prix à la consommation a été contenu dans la norme communautaire de 3% maximum. En effet, le taux d'inflation s'est établi à -3,2% en 2019 contre +1,9% en 2018. Cette maîtrise de l'inflation s'explique par la bonne tenue de la campagne agricole de l'année précédente, conjuguée à la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère (la vente des céréales à prix social dans les zones déficitaires, le contrôle des prix des produits de grande consommation, l'ouverture de points de ventes de céréales à prix subventionnés).

II.3 La situation des finances publiques

En 2019, l'exécution des finances publiques a été marquée par un contexte économique relativement difficile au plan national en relation avec la persistance des mouvements sociaux et la précarité sécuritaire. Malgré ce contexte, elles ont fait preuve d'une résilience notamment en matière de mobilisation de ressources.

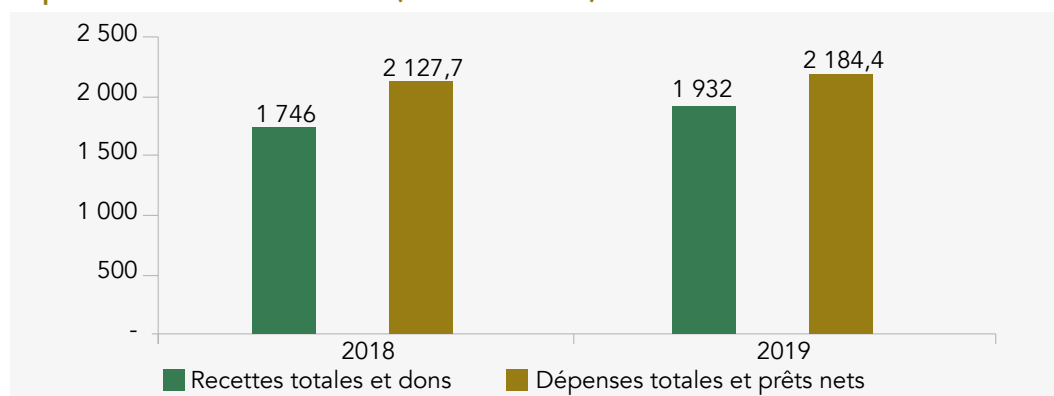
Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1 932 milliards de FCFA à fin décembre 2019 contre 1 746 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 10,7%. Cette progression est la résultante d'une hausse des recettes propres (+266,9 milliards de FCFA).

Les recettes propres ont augmenté de 17,4% par rapport à 2018 pour s'établir à 1 797,7 milliards de FCFA en 2019. Ce niveau de mobilisation, qui représente 98,3% des prévisions annuelles (1 828,3 milliards de FCFA), est lié à la bonne performance enregistrée au niveau à la fois des recettes fiscales et des recettes non fiscales.

En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 134,3 milliards de FCFA en 2019 contre 215,1 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 80,8 milliards de FCFA (-37,6%). Cette diminution est due aussi bien à celle des dons projets (-76,5 milliards de FCFA) qu'à celle des dons programmes (-4,3 milliards de FCFA).

Les dépenses totales et prêts nets se sont situés à 2 184,4 milliards de FCFA en 2019 contre 2 127,7 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 56,7 milliards de FCFA (+2,7%).

Graphique 4 : Evolution des recettes totales et dons ainsi que des dépenses totales et prêts nets de 2018 à 2019 (milliards FCFA)



Source : DGEP, IAP mars 2020

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit en 2019. Le déficit global base engagement s'est établi à 252,5 milliards FCFA à fin décembre 2019 contre un déficit de 381,8 milliards FCFA à la même période de 2018, soit une amélioration de 129,4 milliards FCFA.

L'encours de la dette publique s'est situé à 3 888,2 milliards FCFA au 31 décembre 2019 contre 3 366,0 milliards FCFA au 31 décembre 2018, soit une progression de 15,5%, imputable aussi bien à l'évolution de sa composante intérieure que celle extérieure.

La structure de l'encours total de la dette publique présente une prédominance de la dette extérieure avec une proportion de 55,0% à fin décembre 2019 contre 56,7% à fin décembre 2018. La composante extérieure provient essentiellement de créanciers multilatéraux dont la part est de 88,8%. Celle intérieure est constituée de 84,6% de titres publics.

FOCUS



**1797,7 milliards
de FCFA de
recettes propres
mobilisés**

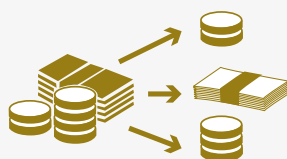
+



**134,3 milliards
de FCFA de dons
mobilisés**



**1932 milliards de
FCFA de recettes
totales et dons
mobilisés en 2019**



**2184,4 milliards
de FCFA de dépenses
totales et prêts**



**3888,2 milliards
de FCFA d'encours
de la dette publique**

II.4 La situation de la balance des paiements

Les transactions économiques avec l'extérieur ont été caractérisées en 2019 par une bonne orientation des cours des principaux produits exportés (or, coton, sésame) dans un contexte d'appréciation du dollar et de repli du cours moyen du pétrole. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont traduites par une aggravation du déficit des transactions courantes et par un déficit du solde global de la balance des paiements en 2019. Ainsi, les transactions courantes avec le reste du monde se sont soldées par 308,4 milliards FCFA de déficit qui s'est situé à 8% du PIB en 2019 contre 4,6% en 2018. Le solde global de la balance des paiements s'est dégradé en passant d'un excédent de 121,8 milliards FCFA en 2018 à un déficit de 153,7 milliards FCFA en 2019.

FOCUS



Déficit de **308,4** milliards de FCFA de transactions courantes qui se situe à 8% du PIB



Déficit de **153,7** milliards de FCFA du solde global de la balance des paiements

II.5 La situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire a été marquée, entre 2018 et 2019, par une progression des Avoirs extérieurs nets (AEN) de 65,0 milliards FCFA (+4,5%), des créances intérieures de 342,8 milliards FCFA (+12,6%) et des passifs à caractère non monétaire de 89,7 milliards (+14,2%), induisant un accroissement de la masse monétaire de 316,1 milliards FCFA (+8,5%).

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 508,5 milliards FCFA à fin décembre 2019, en hausse de 4,5% par rapport à fin décembre 2018. Cette évolution est exclusivement imprimée par les banques dont les AEN se sont améliorés de 298,8 milliards FCFA, ceux de la Banque Centrale enregistrant un reflux de 233,8 milliards FCFA.

La contraction des AEN de la Banque Centrale s'explique par une hausse des engagements sur les non-résidents (+336,2 milliards FCFA, +54,3%) plus importante que celle de ses créances (+102,4 milliards FCFA, soit +11%).

Les créances intérieures sont ressorties à 3 064,7 milliards FCFA à fin décembre 2019 contre 2 721,9 milliards FCFA à fin décembre 2018, soit une augmentation de 12,6%. Cet accroissement est imputable à un afflux tant des créances sur l'économie de 251,5 milliards FCFA (+9,4%) que des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 91,5 milliards FCFA (+159,6%).

Les créances sur l'économie sont passées de 2 664,7 milliards FCFA à fin décembre 2018 à 2 916,2 milliards FCFA à fin décembre 2019, augmentant ainsi de 9,4%. Cette progression a été imprimée par les crédits bancaires au secteur privé (+266,3 milliards FCFA).

La masse monétaire est ressortie suivant l'évolution de ses contreparties, à 4 034,3 milliards FCFA à fin décembre 2019, en progression de 316,1 milliards FCFA (+8,5%) sur un an. Cet accroissement est observé tant au niveau des dépôts (+272,6 milliards FCFA, soit +6,8%) qu'au niveau de la circulation fiduciaire (+74,8 milliards FCFA, soit +12,9%).

SITUATION MONÉTAIRE EN PROGRESSION



AVOIRS EXTÉRIEURS NETS (AEN) :
+65 milliards de FCFA (+4,5%) avec
 un total de **1 508,5 milliards de FCFA**

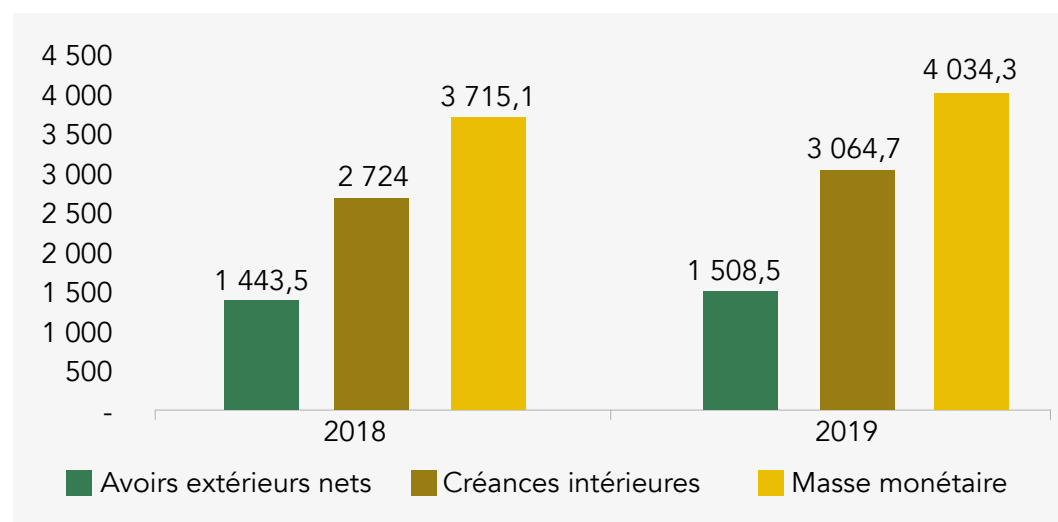


CRÉANCES INTÉRIEURES : +342,8
milliards de FCFA (+12,6%) avec un
 total de **3 064,7 milliards de FCFA**



MASSE MONÉTAIRE : +316,1
milliards de FCFA (+8,5%) avec un
 total de **4 034,3 milliards de FCFA**

Graphique 5 : Situation de la masse monétaire et de ses contreparties en 2018 et 2019 (en milliards FCFA)



Source : DGEP à partir des données de la BCEAO

PARTIE III :

Principales réalisations du MINEFID

Dans le cadre de l'atteinte de ses objectifs et de son aspiration à améliorer son image qui est celle d'une administration moderne, transparente, efficace et solidaire, le MINEFID a élaboré son plan d'actions 2018-2020. Ce référentiel de planification est opérationnalisé à travers un programme d'activités triennal glissant dont la tranche annuelle correspond au Plan de travail annuel (PTA). La mise en œuvre du PTA en 2019 a permis d'améliorer la performance du département, établie à **75,25%** contre **68,11%** en 2018.

III.1 Les principales actions réalisées suivant les cinq (05) programmes

Les principales réalisations sont présentées suivant les cinq (05) programmes du Plan d'actions du MINEFID.

1. Au niveau du programme « Pilotage de l'économie et du développement »

Les actions majeures réalisées ont concerné : (i) la prévision macroéconomique et la planification du développement, (ii) la gestion de l'information économique, financière et sociale, (iii) l'aménagement et le développement durable du territoire, (iv) la promotion des pôles de croissance et de compétitivité, (v) la gestion de la coopération économique, financière et des réformes communautaires, (vi) la promotion de l'inclusion financière et (vii) la déconcentration et l'appui à la décentralisation-volet planification.

❖ La prévision macroéconomique et la planification du développement

Dans le domaine de la « **planification du développement** », les actions réalisées concernent :

- | | | |
|--|--|---|
| - L'opérationnalisation de la loi sur le pilotage et la gestion du développement avec l'adoption de trois (03) décrets portant création, attributions, composition et fonctionnement de la Commission nationale de la planification du développement (CNPD) et de la Commission nationale de l'évaluation (CNE) le 05 juin 2019 et du Conseil national de la prospective et de la planification stratégique (CNPPS), le 22 juin 2019 ; | - La vulgarisation de la loi sur le pilotage et la gestion du développement à travers la tenue de trois (03) sessions dans les régions des Hauts-bassins et du Centre-nord ; | - La tenue de six (06) sessions de la Commission nationale de planification du développement (CNPD) qui ont permis de valider plus de dix (10) documents de stratégies et leurs plans d'actions ; |
|--|--|---|



Campagne de communication de la loi sur le pilotage et la gestion du développement, tenue à bobo le 30 juin 2019. Objectif faire connaître la loi et inciter les acteurs à se servir de la loi comme boussole à l'élaboration des documents de Planification.



5^{ème} session 2019 de la CNPD tenue le 18 octobre 2019



Remise symbolique d'attestations de succès aux lauréats du programme Burkina startups le 09 juillet 2019 à Ouagadougou

Dans le cadre de la « **gestion opérationnelle de l'économie et l'animation du développement** », le Programme Burkina startups a sélectionné trente (30) projets dont les porteurs ont été formés et financés. Le nombre cumulé de startups financées est de quatre-vingt-deux (82) pour un montant cumulé de 2,75 milliards FCFA.

Au titre des « **prévisions et des analyses macroéconomiques** », on note :

- La réalisation de trois (03) cadrages macroéconomiques ;
- L'élaboration de douze (12) notes mensuelles de conjoncture, douze (12) articles mensuels de presse, douze (12) rapports mensuels de suivi des indicateurs de l'économie et du développement, du rapport annuel sur l'économie du Burkina Faso ainsi que de 52 notes trimestrielles de conjoncture régionale ;
- La mise à jour de la Base de données de suivi de la conjoncture économique (BDSC) ;
- La tenue de deux (02) sessions du Comité de suivi des indicateurs de l'économie et du développement (COSED).

S'agissant du « **suivi des questions de population** », les actions phares réalisées se rapportent à :

- La mise en place de l'observatoire national du dividende démographique (ONDD) ainsi que la tenue d'une (01) journée de partage des résultats scientifiques sur le dividende démographique et les réponses politiques ;

- La conception d'un système de gestion de bases de données sociodémographiques ;
- L'élaboration de cinq (05) rapports thématiques de l'ONDD au niveau national et régional ;
- L'élaboration du rapport sur l'état de la population ;
- La tenue de la Journée mondiale de la population (JMP) sous le thème « 25 ans de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+25) : regard rétrospectif et perspectives ».



Commémoration en différé de la Journée mondiale de la population, le mardi 30 juillet 2019

En ce qui concerne la « **programmation et le suivi des investissements publics** », les actions concernent :

- L'élaboration du Programme d'investissements publics (PIP) ainsi que de son bilan d'exécution ;
- La tenue de quatre (04) revues de portefeuilles des projets et programmes de développement ;
- La tenue de la neuvième édition des Assises nationales de l'Assemblée générale des projets et programmes de développement, de quatorze (14) assemblées sectorielles et de treize (13) Assemblées régionales des projets et programmes ;



Neuvième édition des assises de l'Assemblée générale des projets et programmes de développement tenu le vendredi 06 décembre 2019 à Ouagadougou

- L'appui technique à dix-neuf (19) comités de formulation de projets et programmes, vingt-cinq (25) comités de recrutement, vingt-un (21) commissions de dévolution de biens des projets et programmes et de soixante-quinze (75) comités de revue ;
- L'adoption du guide national de maturation et d'évaluation ex-ante des projets en conseil des ministres. Sur cet outil, cinquante-deux (52) formateurs ont été outillés ;
- L'adaptation des outils de suivi-évaluation des projets et programmes (outils de collecte de données) à l'approche budget programme ;
- La mise en place du comité national de validation des documents de projets et programmes par arrêté du MINEFID et la tenue de deux (02) sessions du comité les

26 novembre et 16 décembre 2019.

Concernant « l'évaluation des politiques économiques et sociales », on retient comme actions :

- L'élaboration du rapport de la Stratégie nationale de l'évaluation ;
- L'élaboration du rapport pays de mise en œuvre du Programme d'actions d'Istanbul en faveur des Pays les Moins Avancés pour la période 2011-2020 et sa validation le 25 novembre 2019 ;
- La réalisation d'une revue des indicateurs du PNDES et la collecte des données sur les indicateurs à renseigner ;
- L'élaboration de la note conceptuelle de l'évaluation de l'Etude nationale prospective (ENP), Burkina 2025 ;



Atelier d'élaboration de la note conceptuelle de l'évaluation de l'Etude nationale prospective (ENP) Burkina 2025 du 25 au 28 juin 2019 à Bobo

❖ Gestion de l'information économique, financière et sociale

Les actions réalisées concernent des opérations de recensements et d'enquêtes d'envergure. A ce titre, on note :

- La réalisation du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH). Le processus a abouti au dénombrement de la population.



Lancement officiel du cinquième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH V) le 23 septembre 2019

- L'élaboration du document de projet de la 5^{ème} Enquête démographique et de santé (EDSBF-V) ;
- La réalisation des Comptes nationaux annuels (CNA) définitifs de 2017 selon le SCN-2008 ;
- L'apurement des bases de données vague 1 et vague 2 de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ;
- L'élaboration des Tableaux de bord économique (TBE) ;
- La publication des notes sur l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) à couverture nationale de décembre 2018 et janvier à novembre 2019
- La célébration de la journée africaine de la statistique le 28 décembre 2019 concomitamment avec la deuxième session ordinaire du Conseil national de la statistique (CNS) sous le thème « tout le monde compte : des statistiques de qualité pour une meilleure gestion des déplacés forcés en Afrique » ;
- La production des TOF-CT et EPE à fin 2018 et au 30 septembre 2019 ainsi que de douze (12) TOFE (décembre 2018 et janvier à novembre 2019) ;
- La production des tableaux trimestriels sur les flux de trésorerie (II), sur la situation des actifs financiers et des passifs (III) et sur la situation de la dette (IV) à fin 2018 et à fin septembre 2019.

❖ **Aménagement et développement durable du territoire**

Dans le cadre de l'aménagement du territoire, les actions majeures sont :

- L'opérationnalisation de l'Observatoire national de l'économie territoriale (ONET) ;
- La vulgarisation de la Loi portant orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) et le Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire (SNADDT) dans les treize (13) régions du Burkina Faso ;

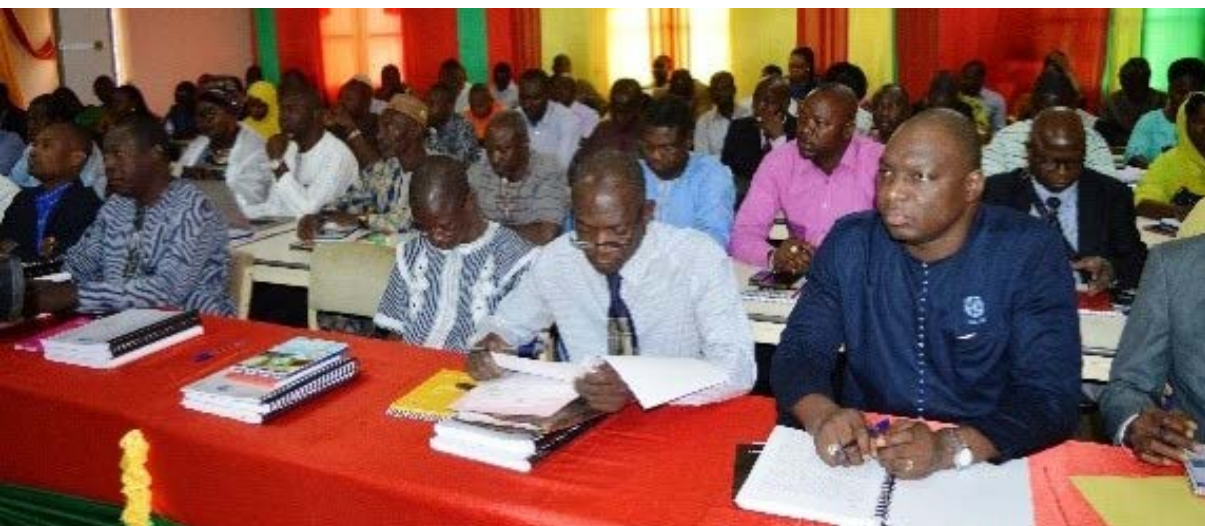


Les équipes techniques de la Direction générale du développement territorial en charge de la LOADDT et du SNADDT déployées dans les régions du Nord, du Plateau central, du Centre sud et du Centre ouest les 26 et 27 juin 2019

- L'organisation de deux (02) sessions extraordinaires de la Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (CNADDT) sur le Schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN) et le Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) du Nakambé ;



Première session extraordinaire de l'année 2019 de la Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire (CNADDT) tenue le mardi 5 mars 2019



Deuxième session extraordinaire de la Commission nationale d'aménagement et de développement durable du territoire tenue le mardi 12 mars 2019

- La mise en place des Commissions régionales d'aménagement et de développement durable du territoire (CRADDT) et des Commissions provinciales d'aménagement et de développement durable du territoire (CPADDT) des régions du Sahel, de l'Est et du Centre.

❖ **Promotion des pôles de croissance et de compétitivité**

Les efforts de promotion des pôles de croissance et de compétitivité se sont poursuivis en 2019 par la réalisation des actions suivantes :

- L'élaboration du document du projet d'appui à la promotion des pôles de croissance et des systèmes productifs régionaux au Burkina Faso ;
- L'élaboration du rapport provisoire de l'étude sur la contribution des pôles de croissance à la croissance économique ;
- L'élaboration du rapport de l'étude de préfaisabilité du pôle de croissance de l'Est ;
- L'élaboration de quatre (04) rapports d'études pour la formulation du projet pôle de croissance du Sahel ;
- L'adoption en conseil des Ministres du 23 octobre 2019 du document de cadrage ainsi que du dispositif institutionnel de préparation des deux (02) pôles de croissance agricoles du Sourou et de Samendéni.
- La réalisation d'une mission de suivi de la Grappe Huilerie de Bobo Dioulasso et de la mise en œuvre du Programme de développement intégré de Samendéni (PDIS) s'est déroulée du 08 au 14 septembre 2019 ;



Mission de suivi de la mise en œuvre du Programme de Développement Intégré de la Vallée de Samendéni (PDIS) du 08 au 14 septembre 2019.



Mission de suivi de la Grappe Huilerie de Bobo Dioulasso du 08 au 14 septembre 2019

❖ **Gestion de la coopération économique, financière et des réformes communautaires**

Des actions ont été réalisées dans le cadre de la surveillance multilatérale et le renforcement du partenariat avec la communauté économique et financière internationale.

Au titre de la surveillance multilatérale, on note :

- La production de quatre (04) rapports format UEMOA et de quatre (04) rapports format CEDEAO sur la situation économique et financière du Burkina Faso ;
- La production et la transmission à la Commission de l'UEMOA, de quatre (04) rapports de suivi du Programme économique régional (PER) ;
- L'élaboration et la transmission à la Commission de l'UEMOA des rapports de la Base de données sur la surveillance multilatérale (BDSM) ;
- L'élaboration et la transmission des programmes pluriannuels de convergence (PPC) 2020-2024 aux deux (02) commissions (UEMOA et CEDEAO) ;
- La production de deux (02) rapports sur les programmes pluriannuels de convergence.

Pour ce qui est du renforcement du partenariat avec la communauté économique et financière internationale, il est à retenir :

- L'élaboration du Rapport sur la coopération pour le développement (RCD) 2018 sur le thème : « Busan 8 ans après : état des lieux et perspective pour le Burkina Faso » et la tenue de la cérémonie de lancement le 25 novembre 2019 ;



Cérémonie de lancement du RCD-2018 le 25 novembre 2019

- La tenue de deux (02) rencontres MINEFID-Troïka le 28 février et le 15 novembre 2019 ;
- La tenue de deux (02) rencontres Premier Ministre-Troïka le 29 avril et le 17 décembre 2019 ;



Rencontre Premier Ministre-Troïka

- La tenue de douze (12) consultations avec les partenaires multilatéraux ;
- La tenue de la revue à mi-parcours du DSP avec la BAD, la revue du programme de coopération avec l'UNFPA, la BADEA, l'OFID et les partenaires bilatéraux (AFD, Belgique, Danemark, Suisse, Suède, Autriche, Luxembourg, Italie, RFA, Chine, Inde, Japon, USA) et la revue du programme de travail avec la BID et la BIDC dans le cadre de l'amélioration du suivi de la mise en œuvre des programmes de coopération ;



*11^{ème} Commission de partenariat entre le Burkina Faso et le Grand-Duché de Luxembourg
le 21 octobre 2019 à Ouagadougou*

- La tenue des revues du programme économique et financier 2018-2020, soutenu par la Facilité élargie de crédits (FEC) du FMI du 16 au 30 mai, du 29 août au 04 septembre et du 23 octobre au 06 novembre 2019 ;



Revue du programme de la Facilité élargie du crédit (FEC) le 30 octobre 2019

- L'adoption de la Stratégie nationale de coopération au développement (SNCD) ;
- La tenue des Journées nationales de concertation (JNC) 2019 entre l'Etat et les Organisations non gouvernementales/ Association de développement (ONG/AD) les 16 et 17 juillet 2019 à Ouagadougou ;
- La participation du Burkina Faso aux Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale du 14 au 21 octobre 2019 à Washington, aux rencontres du Printemps du 08 au 14 avril 2019 à Washington et à la rencontre de la Zone Franc du 26 au 29 mars 2019 à Niamey.



Assemblée annuelle du FMI et de la Banque Mondiale du 14 au 21 octobre 2019 Washington

❖ Promotion de l'inclusion financière

Les actions réalisées dans ce domaine sont les suivantes :

- La relecture de l'arrêté portant cadre national des acteurs de la microfinance pour prendre en compte les autres acteurs de l'inclusion financière, notamment le secteur des banques et établissements financiers, des assurances, des télécommunications ;
- L'adoption de la stratégie nationale de la finance inclusive (SNFI) et son plan d'actions 2019-2023 par arrêté du MINEFID. Une table ronde des bailleurs pour le financement du plan d'actions de la stratégie a été organisée le 12 novembre 2019 ;
- La tenue de la semaine africaine de la microfinance du 25 au 30 octobre 2019.



La semaine africaine de la microfinance du 25 au 30 octobre 2019

❖ Déconcentration et appui à la décentralisation-volet planification

Les actions phares sont les suivantes :

- La réalisation des missions de communication et de diffusion sur le profil socio-économique des régions au profit des acteurs des régions du Centre-Nord, du Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Sud, de l'Est et du Sahel ;
- La tenue d'un atelier de formation des membres des comités techniques régionaux et provinciaux pour l'appui à l'élaboration de Plan communal de développement (PCD) au profit de cinq (05) régions (Centre-Nord, Centre-Sud, Centre-Ouest, Plateau central, Nord) ;
- L'élaboration des rapports annuels 2018, à mi-parcours 2019 ainsi que du document relu de la Stratégie d'appui à la décentralisation (SAD-MEF) ;

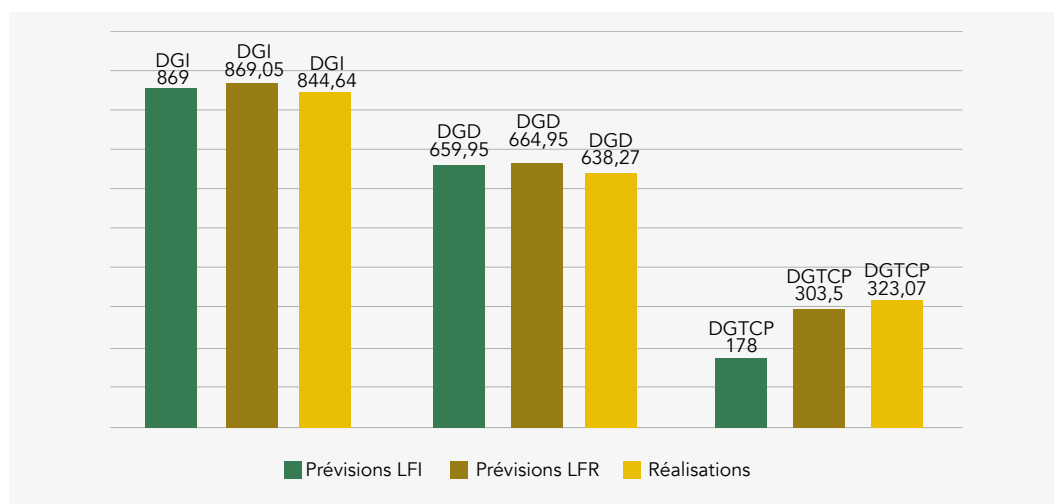
2. Au niveau du programme « Mobilisation des ressources »

Les actions de mobilisation ont porté sur (i) la mobilisation des ressources intérieures, (ii) la mobilisation des ressources extérieures, (iii) l'exploitation d'autres sources de financement, (iv) la gestion du cadastre et du domaine foncier national et (v) la déconcentration et appui à la décentralisation/mobilisation des ressources.

❖ Mobilisation des ressources intérieures

L'ensemble des régies de recettes ont mobilisé en 2019, 1 805,98 milliards FCFA sur une prévision annuelle révisée de 1 837,50 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 98,28%, et un accroissement de 265,85 milliards de FCFA (+17,26%) par rapport à l'année 2018.

Graphique 6 : Performance des régies de recette en 2019 (en milliards de FCFA)



Source : PTA DGESS MINEFID

S'agissant des recettes minières, elles sont passées de 253,40 milliards FCFA en 2018 à 268 milliards FCFA en 2019, soit une progression de 5,76%.

Les performances enregistrées dans la mobilisation des ressources propres sont dues essentiellement à :

- L'utilisation de la facture normalisée par les contribuables du réel normal d'imposition, avec un taux d'utilisation de 89,46%. L'objectif est de lutter contre la fraude fiscale, de moderniser l'économie et de sécuriser les transactions commerciales.
- L'élargissement de l'assiette fiscale avec l'immatriculation de 3 010 nouveaux contribuables, portant le nombre de contribuables à 116 279, soit un taux d'accroissement de 2,66% par rapport à la situation au 31 décembre 2018 (113 269 contribuables) ;
- La mise en œuvre des télé-procédures à travers l'adhésion à eSINTAX de 1 450 entreprises pour la déclaration et le paiement des impôts et taxes ;
- L'effectivité du télépaiement mobile via Orange Money et Mobicash pour le paiement de la taxe de résidence ;
- L'ouverture de SYDONIA WORD sur internet qui a permis la connexion à distance sans ligne spécialisée et à moindre frais. Cela a permis également aux commissionnaires en douane agréés de saisir et de déposer leur déclaration partout où il y a une connexion internet et à n'importe quel moment.



Page d'accueil de la plateforme eSINTAX pour les téléprocédures



Lancement officiel de Sydonia World sur internet le mardi 12 novembre 2019

❖ Mobilisation des ressources extérieures

Le montant décaissé au titre des appuis budgétaires se chiffre à 192,17 milliards FCFA sur une prévision annuelle révisée de 205,87 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 93,35%. Au titre des appuis projets, 292,03 milliards FCFA ont été décaissés sur une prévision annuelle révisée de 301,91 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 96,73%.

Par ailleurs, l'audit des flux financiers des appuis budgétaires de l'année 2018 a été réalisé dans le cadre de l'amélioration de la transparence de l'aide et la reddition des comptes.

3. Au niveau du programme « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers »

Les principales actions réalisées dans ce programme ont porté sur (i) la programmation budgétaire, (ii) l'exécution des dépenses, (iii) la tenue de la comptabilité publique (iv) la gestion de la dette publique, (v) la gestion du patrimoine de l'Etat, (vi) l'exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers et (vii) la déconcentration et l'appui à la décentralisation-volet dépenses.

❖ Programmation budgétaire

Les réalisations au niveau de cette action sont :

- L'adoption du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2020-2022 par le Conseil des Ministres et la tenue du Débat d'orientation budgétaire (DOB) sur le DPBEP à l'Assemblée Nationale le 20 juin 2019 ;



Débat d'orientation budgétaire (DOB) sur le DPBEP à l'Assemblée Nationale le 20 juin 2019

- L'adoption de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'État, exercice 2020, par l'Assemblée Nationale le 05 décembre 2019 ;
- La validation de la maquette des programmes budgétaires affectés par les évolutions institutionnelles ;
- La réalisation d'une étude sur le bilan global de la réforme budgétaire.



L'adoption de la loi de finances 2020, par l'Assemblée Nationale le 05 décembre 2019

❖ Exécution des dépenses

En matière d'exécution des dépenses, les réalisations ont concerné notamment :

- La tenue régulière des sessions mensuelles du Comité du suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- La formation de 397 acteurs au niveau régional et 223 au niveau central en charge du traitement des salaires sur le SIGASPE ;
- L'évaluation de la gestion des marchés publics selon la méthodologie MAPS ;
- La mise à jour de la mercuriale des prix 2019.

❖ Tenue de la comptabilité publique

Les principaux résultats atteints sont :

- La production de la Balance générale des comptes du Trésor, gestion 2018, du Compte général de l'administration des finances 2018, du bilan 2018 et du compte de résultat 2018 ;
- La production, la mise en état d'examen et la transmission dans les délais à la Cour des comptes de quatre-vingt-trois (83) comptes de gestion ;
- La production et la transmission dans les délais de 739 états de rapprochement pour les comptables des structures déconcentrées.

❖ La gestion de la dette publique

Les principaux résultats ont concerné

- L'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme et son annexion à la loi de finances ;
- La réalisation de l'analyse de la viabilité de la dette.



Tenue régulière des **sessions mensuelles du Comité du suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT)**



Formation de **397 acteurs au niveau régional et 223 au niveau central** en charge du traitement des salaires sur le SIGASPE

❖ La gestion du patrimoine de l'Etat

Les principaux résultats ont porté sur :

- La réalisation d'un recensement géo référencé et valorisé des bâtiments et des terrains de l'Etat à Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Gaoua et Kaya ;



*Lancement du recensement géo référencé le
15 octobre 2019 à Bobo-Dioulasso*



*Opération de retrait des véhicules de l'Etat stationnés
dans les administrations publiques et dans les garages
privés*

- L'élaboration d'un guide de comptabilité des matières des collectivités territoriales en vue de la généralisation de la comptabilité matières dans toutes les sphères de l'administration ;
- La réalisation des opérations de réforme du matériel roulant hors d'usage de l'Etat dans les ministères et les garages privés ;
- La réhabilitation et la réception de 30 bâtiments administratifs ;



Réhabilitation du bâtiment R+4 du MINEFID



Réhabilitation du bâtiment abritant les guichets de diverses opérations du MINEFID

- L'octroi d'un appui financier d'un montant de 12,46 milliards FCFA à dix-huit (18) sociétés dans le cadre du financement des entreprises nationales ;
- L'opérationnalisation de la caisse de dépôt et de consignation (CDC) à travers la nomination du Directeur général, du Caissier principal, du Secrétaire général et des membres de la Commission de surveillance.



Prestation de serment du directeur général de la caisse de dépôt et de consignation (CDC) le 12 juillet 2019 à l'Assemblée nationale

❖ Exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers

Au titre de l'exercice de la tutelle, les principales réalisations sont :

- La tenue de l'Assemblée générale des Etablissements publics de l'Etat (EPE) les 1^{er} et 2 août 2019 sous le thème « la gestion axée sur les résultats au service de la performance des Etablissements publics de l'Etat » ;



Ouverture des travaux de la 20^{ème} Assemblée générale des EPE

- La réalisation de soixante-dix-sept (77) missions de contrôle dont trente-trois (33) pour les Systèmes financiers décentralisés (SFD) et quarante-quatre (44) pour les sociétés et intermédiaires d'assurance.

❖ Déconcentration et appui à la décentralisation-volet dépenses

Les principales réalisations sont :

- La tenue de la session d'évaluation de la part du budget de l'Etat transférée chaque année aux collectivités territoriales avec les ministères sectoriels concernés ;
- La production du rapport global d'analyse des finances locales gestion 2018.

4. Au niveau du programme « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat »

Les actions entreprises dans ce programme sont relatives (i) au contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption, (ii) à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, (iii) à la prévention et la gestion du contentieux de l'Etat.

❖ **Contrôle, audit et lutte contre la fraude, le faux et la corruption**

Pour ce qui est de cette action les résultats majeurs atteints sont :

- Le contrôle physique de 358 marchés publics de plus de 20 millions FCFA ;
- La réalisation de trente-sept (37) missions d'inspection des services et de trois (03) audits ;

FOCUS



Contrôle physique de **358**
marchés publics de plus
de **20 millions FCFA**.



Réalisation de **37 missions**
d'inspection des services
et de **3 audits**.

- La vérification de 923 postes comptables ;
- L'exécution de 343 vérifications dans le cadre de la mise en œuvre du plan de contrôle des régies de recettes de la DGTCP ;
- La réalisation de 15 missions d'investigation et de neuf (09) missions de sensibilisations par les comités anti-corruption ;
- La réalisation des cartographies des risques et des plans d'audit de quatre (04) ministères ;
- L'audit de vingt-et-un (21) Etablissements Publics de l'Etat, Fonds Nationaux et Sociétés d'Etat, treize (13) projets et programmes et de 200 marchés publics de quatre (04) sociétés d'Etat ;
- L'audit de performance de deux (02) programmes budgétaires du MINEFID « mobilisation des ressources » et « tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers ».

❖ **Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)**

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les principales réalisations sont :

- La validation du rapport de l'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme et son plan d'actions ainsi que la tenue d'ateliers de partage du contenu du rapport aux structures les plus exposées à ces risques ;
- L'adoption en mai 2019 du rapport d'évaluation mutuelle du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- L'adoption en Conseil des Ministres respectivement le 6 juin et le 12 octobre 2019 du décret portant attributions et fonctionnement de la CENTIF et les autres textes d'application de la loi relative à la LBC/FT ;

❖ **Prévention et gestion du contentieux de l'Etat**

Les principales réalisations effectuées à ce niveau sont :

- La participation de l'Agence judiciaire du trésor (AJT) à 561 audiences avec un pourcentage des décisions favorables à l'Etat qui s'établit à 93,65% ;
- Le paiement de 85,77 millions de FCFA au titre des transactions code de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) ;
- Le paiement de 10,96 millions de FCFA au titre des protocoles et des transactions hors CIMA.

5. Au niveau du programme « Pilotage et soutien aux services du ministère »

Les principales réalisations obtenues dans la mise en œuvre de ce programme se déclinent suivant les actions ci-après : (i) coordination des actions du ministère, (ii) planification, suivi-évaluation et statistiques sectorielles, (iii) gestion des ressources humaines, (iv) gestion des systèmes d'information, (v) gestion de la communication et (vi) formation technique et professionnelle :

❖ La coordination des actions du ministère

Dans le cadre de la coordination des actions du ministère, les principales réalisations concernent :

- La tenue de deux (02) sessions du Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) de l'économie, des finances et du développement respectivement le 23 mai et le 12 décembre 2019 sous les thèmes « Cohésion sociale et performance des administrations : enjeux, défis et perspectives » et « Bonne gouvernance du patrimoine de l'Etat et réduction du train de vie de l'Etat ».



Première session du CASEM tenue le 23 Mai 2019 à Koudougou



Ouverture des travaux de la deuxième session du CASEM le 12 Décembre 2019 à Ouaga

- La tenue de deux (02) sessions du Comité de pilotage du Cadre sectoriel de dialogue « Gouvernance économique » le 28 février et le 26 juillet 2019.
- La tenue de dix (10) sessions de la Commission permanente de concertation (CPC) ;
- La tenue de deux (02) revues des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID respectivement le 07 mars sous le thème « Rôle et efficacité des appuis projets dans la mise en œuvre des politiques de développement au Burkina Faso » et le 30 octobre consacrée à la présentation du guide de gestion de la contrepartie nationale.



Première session CSD- Gouvernance économique le 28 Février 2019 à Ouagadougou



Vue des participants lors de la deuxième session du CSD-Gouvernance économique tenue le 26 Juillet 2019 à Ouagadougou



*Travaux de la première revue des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID
le 07 Mars à Ouagadougou*



*Travaux de la deuxième revue des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID
le 30 Octobre à Ouagadougou*

❖ **La planification, le suivi-évaluation et les statistiques sectorielles**

En ce qui concerne cette action, les principales réalisations sont les suivantes :

- L'adoption du plan d'action intégré des réformes de finances publiques en août 2019 par arrêté du MINEFID ;
- La production et la diffusion des documents sur les statistiques sectorielles (le Rapport 2018 sur les finances publiques, l'Annuaire statistique de l'économie et des finances 2018, le Tableau de bord statistique de l'économie et des finances 2018).

❖ **La gestion des ressources humaines**

En matière de gestion des ressources humaines on note :

- La formation de 2912 agents dans le cadre de la mise en œuvre du Plan global intégré de formation (PGIF). Les thématiques abordées ont porté sur :
 - Les procédures d'élaboration des actes de carrière,
 - La comptabilité des matières de l'Etat et des organismes publics,
 - L'utilisation du CID,
 - L'utilisation du SIGASPE,
 - La maîtrise de la pratique 5S KAISEN,
 - L'andragogie,
 - Le bilan social,
 - Les marchés publics et nouveaux dossiers standards nationaux,
 - La numérisation de dossiers,
 - La déontologie de la fonction publique,
 - L'audit des ressources humaines,
 - Le système d'information des ressources humaines,
 - La planification stratégique et opérationnelle,
 - Le contrôle fiscal des entreprises minières,
 - Le contrôle fiscal des opérations complexes,
 - La facture normalisée,
 - Le team building,
 - Le SYNTAX front office and back office, SYNTAX open,
 - Le management et le leadership,
 - L'approche Budget programme : rôle et responsabilité du Responsable de programme et des Responsables des budgets opérationnels de programme, dans l'élaboration et la mise en œuvre des Projets annuels de performance et des rapports, annuels de performance
 - Les procédures disciplinaires et contentieux de la fonction publique
 - Les responsabilités des responsables de programme dans le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA



Séminaire directorial au profit des premiers responsables du département le 19 décembre 2019 à Ouagadougou



Séance de formation sur l'approche budget programme le 30 septembre 2019 à Ziniaré



Séance de formation sur les procédures disciplinaires et contentieux de la fonction publique le 19 août 2019 à Bobo



Séance de formation sur les responsabilités des responsables de programme dans le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA du 27 mai au 14 juin 2019 à Ouagadougou

- La réalisation d'une campagne de dépistage volontaire du VIH du 03 au 05 décembre qui a permis de dépister 296 agents du MINEFID dont 103 femmes ;



Campagne de dépistage volontaire du VIH/SIDA au profit des agents du ministère

- La distinction de 209 agents du MINEFID dans les différents ordres.



Cérémonie de décoration des agents du MINEFID le 23 décembre à Ouagadougou



Décoration du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

❖ **La gestion des systèmes d'information**

La gestion des systèmes d'information a été matérialisée essentiellement par :

- La réalisation des Schémas directeurs des systèmes d'information (SDSI) du MINEFID et des SDSI des régies de recettes (DGD, DGI et DGTCP) ;
- Le déploiement de la dernière version du logiciel de gestion des courriers « KIRA » ;
- La poursuite de l'adaptation des logiciels de gestion de finances publiques à la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) ;
- Le renforcement de la sécurité du système du RESINA.

❖ **La gestion de la communication**

Les principales réalisations ont concerné :

- Le relookage, la certification et la sécurisation de la page Facebook du MINEFID et la restructuration du site web avec le concours de l'ANPTIC ;
- L'édition et la publication du document de communication du ministère intitulé « la Rétrospective 2018 » ;
- Le passage du MINEFID et des responsables de structures sur les plateaux télé et radio sur des sujets d'actualité ;
- L'animation de deux (02) points de presse dont un sur le budget 2019 et l'autre sur la semaine Africaine de la Micro finance ;



Passage télé du MINEFID le 05 février 2019 à l'occasion de la prise de la présidence du G5 Sahel par le BURKINA



Passage télé de la Directrice générale des études et des statistiques sectorielles à l'occasion de la première session du CASEM



Passage télé du Directeur général de l'économie et de la planification le 07 août 2019 à l'occasion de la journée mondiale de la population



Point de presse sur le budget de l'Etat 2019 le 23 janvier 2019



Point de presse sur la semaine Africaine de la Micro finance

- La publication de la Loi de finance initiale (LFI) 2019, du budget citoyen, du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel (DPBEP) 2020-2022 sur les sites web de la Direction générale du budget (DGB), de la Direction générale des douanes (DGD), de la Direction générale des impôts (DGI) et du MINEFID et la mise en ligne des rapports d'exécution du budget du 1^{er} et 2^{ème} trimestre 2019 ainsi que la loi de règlement 2017 ;

❖ **Formation technique et professionnelle**

Cette action a été essentiellement marquée par :

- L'exécution des programmes de formation initiale et continue : 432 élèves ont été formés à l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) et à l'Ecole nationale des douanes (END) dont 18 de nationalité étrangère ;
- Des soutenances de mémoires à l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) et à l'Ecole nationale des douanes (END).



Soutenance de mémoire à l'ENAREF



Soutenance de mémoire à l'END



Cérémonie de sortie de la promotion 2019 de l'ENAREF le 4 octobre 2019



Cérémonie de sortie de promotion 2019 de l'END le 15 octobre 2019

III.2 Les actions phares réalisées avec l'appui des projets et programmes de développement sous tutelle technique du MINEFID

En 2019, le portefeuille des projets et programmes du MINEFID se composait de dix-neuf (19) projets et programmes répartis comme suit : un (01) projet en phase de formulation, quatre (04) projets en phase de démarrage, et quatorze (14) projets en phase d'exécution.

Les principales réalisations sont présentées selon les domaines suivants : le pilotage de l'économie et du développement, la mobilisation des ressources, la bonne gouvernance et le développement de la statistique.

1. Dans le domaine du pilotage de l'économie et du développement

Les principales réalisations dans ce domaine se présentent à travers les projets et programmes ci-après :

❖ Le Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)

La mise en œuvre du projet a permis les principales réalisations suivantes :

- La réalisation d'une formation sur les bonnes pratiques et modes de gestion des infrastructures au profit de l'ensemble des Maires des régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de la Boucle du Mouhoun, de l'Est et du Centre-Sud ;
- La construction de dix (10) boutiques et de six (06) restaurants équipés de rampes d'accès, d'un (01) parking moto dans la commune Dori ;
- La réalisation d'une gare routière dans la commune de Seytenga ;
- La construction d'un (01) hangar de courtage équipé de rampes d'accès et d'un (01) Poste d'eau autonome à Koutougou et à Titabé ;
- La réalisation de transferts monétaires au profit de 101 995 bénéficiaires des régions du Nord, de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Ouest et du Sahel » ;
- L'octroi à 213 promoteurs et 25 groupements des six communes rurales de la région du Centre d'un crédit respectif de 92 915 000 F CFA et de 22 800 000 F CFA ;
- La formation de 242 bénéficiaires en éducation financière dans les communes rurales de la région du Centre ;
- La réalisation de six (06) émissions radiophoniques et la production de 165 dépliant.



Parking de la gare routière de Dori

FOCUS



Réalisation d'une formation sur **les bonnes pratiques et modes de gestion** des infrastructures



Construction de **10 boutiques et 6 restaurants équipés de rampes d'accès, 1 parking moto** dans la commune de Dori



Réalisation de **1 gare routière** dans la commune de Seytenga



Construction de **1 hangar de courtage** équipé de rampes d'accès et **1 poste d'eau autonome** à Koutougou et à Titabé



Réalisation de transferts monétaires au profit de **101 995 bénéficiaires** des régions du Nord, de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Ouest et du Sahel



Octroi à 213 promoteurs et 25 groupements des six communes rurales de la région du Centre d'un crédit respectif de **92 915 000 FCFA** et de **22 800 000 FCFA**



Formation de **242 bénéficiaires** en éducation financière dans les communes rurales de la région du Centre



Réalisation de **6 émissions radiophoniques** et la production de **165 dépliant**s



Restaurant de la gare routière de Dori avec rampes d'accès



Boutiques de la gare routière de Dori



Bénéficiaire du crédit PADEL dans sa boutique de vente de produits cosmétiques

❖ Programme d'urgence pour le Sahel (PUS)

Les principales réalisations sont :

- La reconstruction de la Direction provinciale de la police nationale du Soum,
- La construction de nouvelles brigades de gendarmerie à Gorgadji, et à Sampelga,
- La construction des clôtures des Brigades territoriales de Boundoré, de Sebba et de Markoye ;
- L'acquisition de moyens roulants, de matériel de protection, du matériel et mobiliers de bureau, de matériels informatiques au profit des services de sécurité (police et gendarmerie) de toutes les régions du PUS-BF ;
- Les transferts de 218 millions FCFA à 7 272 personnes pauvres et vulnérables de la région du Sahel et de 8,656 milliards F CFA à 59 600 bénéficiaires dans les régions du Nord, Est et Centre Est dans le cadre de la mise en œuvre du projet filets sociaux ;
- La distribution au profit des personnes déplacées internes, de 250 tonnes de céréales d'une valeur de 75 millions F CFA dans les communes de Arbinda et Kelbo (province du Soum) et Gorgadji (province du Séno) ;
- L'assistance alimentaire et matérielle composée de tentes, de nattes, de couvertures, de seaux, de ballots de friperie, de bouilloires etc. pour les régions du Sahel, du Nord, du Centre Nord et de la Boucle du Mouhoun au profit de 492 437 déplacées internes d'un montant d'environ 1,572 milliards FCFA ;
- La réalisation du plan d'occupation des sols de la commune urbaine de Dori ;
- La formation de 120 jeunes sur le concept « entreprendre à zéro franc » à Dori.

FOCUS



250 tonnes de céréales d'une valeur de 75 millions FCFA distribuées aux personnes déplacées interne



218 millions FCFA transférés à 7 272 personnes vulnérables de la région du Sahel et de **8,656 milliards FCFA** à 59 600 bénéficiaires.



Préfecture de Markoye



Ecole primaire Saouga Gorom

❖ **Le Programme d'appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso (PARI)**

Les principales réalisations sont :

- Le recrutement et la formation des Institutions de micro finances et des Fintechs (Incubateurs) en vue d'éduquer via le numérique au profit de 66 000 femmes et jeunes en éducation financière ;
- L'organisation de cartographie des Fintechs pour la structuration des partenariats avec les incubateurs ;
- La publication d'un article de presse en ligne sur l'entrepreneuriat féminin.

❖ **Le Projet initiative fonds fiduciaire Union Européenne-OIM pour la protection et la réintégration des migrants**

Les actions phares réalisées sont les suivantes :

- L'assistance directe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de ses partenaires au niveau des centres (OIM et Action sociale) à 637 migrants de pays tiers en transit ou bloqués au Burkina Faso (494 hommes et 143 femmes) ;
- L'assistance à 496 migrants pour le retour volontaire dans leurs pays ;
- L'assistance pour le retour volontaire vers le Burkina Faso de 2 608 migrants burkinabè.

❖ **Le Projet d'appui à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PA-PNDES)**

Sa mise en œuvre a permis d'apporter un appui pour les réalisations suivantes :

- L'élaboration du guide d'intégration des pôles de croissance et de compétitivité dans les politiques sectorielles ;
- L'élaboration du guide de délimitation et de composition des secteurs de planification au profit des cadres sectoriels de dialogue ;
- L'élaboration du rapport de mise en œuvre 2011-2018 du programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés ;
- L'actualisation de la base de données de la Plateforme de Gestion de l'Aide (PGA) ;
- L'actualisation du guide de l'autorité contractante pour prendre en compte la nouvelle réglementation sur la commande publique ;
- L'organisation de la formation des techniciens (ingénieurs informaticiens) sur les outils de développement de la plateforme de dématérialisation des marchés publics ;
- La réalisation d'une étude sur les « défis sécuritaires et coopération au développement » ;
- La validation et l'édition du guide sur les techniques de négociation et de mobilisation des ressources extérieures au profit des collectivités territoriales.
- L'appui à la participation du Burkina Faso au forum politique de haut niveau sur les objectifs de développement durable.



Participation du Burkina Faso au forum politique de haut niveau sur les objectifs de développement durable pour la présentation du rapport national volontaire en juillet 2019 à New-York

❖ Le Projet « renforcement des capacités nationales à l'intégration du dividende démographique dans les politiques de développement »

Les principales réalisations sont :

- La formation de trente (30) acteurs de mise en œuvre de la politique nationale de population sur les défis de la croissance démographique au Burkina Faso et la capture du dividende démographique ;
- La formation de vingt (20) cadres de la statistique en production de données statistiques sur les femmes et les filles à risque de violences, de mariage d'enfants et de mutilations génitales féminines.

2. Dans le domaine de la mobilisation des ressources

Les appuis apportés par le Projet d'assistance technique et financière au profit de la Direction générale des impôts ont permis les réalisations suivantes :

- La sécurisation des recettes fiscales par la modernisation et l'informatisation des services de la DGI ;
- La réalisation d'une base de données d'informations fiscales et d'un système efficace de recoupement d'informations contribuant à lutter contre la fraude fiscale et assurer la qualité des contrôles fiscaux ;
- La prise en charge automatique des émissions, la génération automatique de certains états de gestion et la disponibilité en temps réel de l'information fiscale ;
- L'automatisation de certaines procédures fiscales telles que la mise en œuvre de l'action en recouvrement (poursuite des redevables) et la relance des contribuables défaillants ;
- La facilitation du respect des obligations fiscales par la mise en œuvre des téléprocédures (déclaration et paiement en ligne des impôts et taxes) ;
- L'amélioration du niveau de service rendu par la dématérialisation progressive des procédures de la DGI.



Cérémonie de lancement des nouvelles fonctionnalités de la plateforme eSINTAX le 28 mai 2019 à Ouagadougou

3. Dans le domaine de la bonne gouvernance

Les principales réalisations dans ce domaine se présentent à travers les projets et programmes ci-après :

❖ **Le Projet de gouvernance économique et de participation citoyenne (PGEPC)**

Les principales réalisations sont :

- L'élaboration d'un outil de suivi et d'évaluation du plan d'action de diffusion des informations et données budgétaires ;
- La dissémination des budgets citoyens régionaux (en prévision et exécution) à travers des communications publiques au niveau des cinq régions d'intervention du projet,
- L'élaboration du deuxième rapport national sur la transparence ;
- L'élaboration d'un rapport d'analyse budgétaire globale et sectorielle dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures ;
- Le suivi citoyen de la délivrance des services publics dans le domaine des infrastructures, de la santé et de l'éducation dans cinq (05) régions du Burkina Faso ;
- L'organisation de la deuxième édition de la conférence annuelle sur la gouvernance économique ;
- L'élaboration de la cartographie des risques dans quatre (04) ministères : les ministères en charge de l'éducation nationale, de la santé, des infrastructures et de l'agriculture ;
- La formation des inspecteurs des finances sur la démarche et l'organisation d'une mission d'audit de performance ;
- Les audits de performances des programmes des ministères en charge de l'éducation nationale, de la santé, des infrastructures et de l'économie ;
- La mise en place d'une « entreprise service BUS » au profit des services informatiques du MINEFID.

❖ **Le Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) volet « Finances publiques »**

Les principaux appuis ont porté sur :

- L'élaboration de deux (02) guides dont l'un pour la gestion des bâtiments de l'Etat et baux administratifs et l'autre sur la comptabilité des matières des établissements publics de l'Etat (EPE) ;
- La réalisation d'une étude bilan de la mise en œuvre de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) ;
- La réalisation de plusieurs études (la cartographie des risques fiscaux et son plan de mitigation, la doctrine fiscale, la fiscalisation du secteur informel et la stratégie de promotion du civisme fiscal) ;
- La tenue de l'atelier d'élaboration du plan d'action intégré des réformes de finances publiques.



*Atelier d'élaboration du plan d'action intégré des réformes de finances publiques du
27 au 31 mai 2019 à Koudougou*

4. Dans le domaine du développement de la statistique

En matière de développement de la statistique, les principaux appuis du PAGPS volet « Statistiques » ont porté sur :

- La réalisation du bilan à mi-parcours du Schéma directeur de la statistique (SDS) 2016-2020 ;
- L'élaboration du plan stratégique de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) ;
- La mise à jour des bases de données d'indicateurs disponibles sur le site Web pour treize (13) structures ;
- L'appui technique aux travaux préparatoires du 5^{ème} Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH V) ;
- L'élaboration, la validation et la publication des productions statistiques annuelles telles que les annuaires et les tableaux de bord ;
- La révision des modules de l'Instrument automatisé de prévision (IAP) ;
- La tenue d'un atelier de validation du recueil des concepts du Système statistique national (SSN) ;
- La revue du dispositif de collecte des données de l'état civil.



Atelier d'élaboration du bilan à mi-parcours du SDS 2016-2020 du 28 janvier au 08 février 2019 à Ouagadougou



Atelier de lancement de la mise à jour de l'IAP le 12 mars 2019 à Ouagadougou



Atelier de validation du recueil des concepts du système statistique national le 06 juin 2019 à Ouagadougou



Revue dispositif de collecte des données de l'état civil

III.3 Prise en charge des thématiques transversales

Les thématiques transversales sont prises en charge au ministère à travers les cellules genre, environnement et déconcentration. Les principales réalisations se présentent comme suit :

❖ La Cellule genre

- L'élaboration du plan d'action 2020-2022 de la Cellule genre du MINEFID ;
- L'élaboration du rapport d'activité 2018 de la Cellule genre du MINEFID ;
- L'organisation de sessions de formation sur « l'élaboration d'outils de programmation genre sensible » au profit de 14 femmes et 40 hommes des structures déconcentrées et des Responsables de suivi évaluation(RSE) des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID ;
- La formation des acteurs de la chaîne financière (SFM/SAF) sur la budgétisation sensible aux genres au profit de six (06) femmes et trente-trois (33) hommes.



Atelier d'élaboration du Rapport d'activités du PTA 2018 de la Cellule genre du 06 au 11 août 2019 à Koudougou



Sessions de formation des structures déconcentrées et Responsables de suivi-évaluation des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID sur « l'élaboration d'outils de programmation genre sensible » du 16 au 20 décembre 2019 à Ouagadougou



Formation des acteurs de la chaine financière (SFM/SAF) sur la budgétisation sensible aux genres du 1^{er} au 07 décembre 2019 à Bobo-Dioulasso

❖ **La Cellule environnement**

- La formation des membres et points focaux de la Cellule environnementale du MINEFID sur les modes de consommation et production durable le 26 au 31 Décembre 2019 ;
- L'élaboration du plan d'action 2020-2022 de la Cellule environnementale du MINEFID ;
- L'organisation de la première campagne de reboisement du MINEFID sur la ceinture verte de Ouagadougou le 14 Septembre 2019.



Séance de La formation des membres et points focaux de la Cellule environnementale du MINEFID sur les modes de consommation et production durable le 26 au 31 Décembre 2019



Campagne de reboisement du MINEFID sur la ceinture verte le 14 septembre 2019 à Ouagadougou

❖ **La Cellule déconcentration**

- L'élaboration du plan d'action 2020-2022 de la Cellule déconcentration du MINEFID ;
- La formation sur la stratégie nationale de déconcentration administrative de quatorze (14) cadres du ministère dont quatre (04) femmes.

PARTIE IV :

Relations avec les partenaires et usagers

Dans le cadre de l'exercice de sa mission, le MINEFID entretient des relations avec les Partenaires techniques et financiers, les Organisations non gouvernementales et les Associations de développement (ONG/AD), les collectivités territoriales, les autres ministères et institutions ainsi que le secteur privé.

IV.1 Les partenaires techniques et financiers

En 2019, le MINEFID a poursuivi et renforcé ses relations de coopération économique, technique et financière avec les Partenaires techniques et financiers (PTF). Dans cette optique, plusieurs activités ont été menées :

- La tenue de deux (02) rencontres MINEFID/Troïka le 28 février et le 15 novembre ;
- La tenue des rencontres Gouvernement/PTF le 29 avril et le 17 décembre qui ont permis aux deux (02) parties d'échanger sur des questions relatives à la situation sécuritaire et au développement socio-économique du Burkina Faso ;
- La tenue de la table ronde pour le financement du Plan communal de développement de Falangoutou le 26 juillet 2019 à Ouagadougou qui a permis de mobiliser 500 millions francs CFA à travers le PADEL et le PUS ;
- La tenue de la table ronde pour le financement des élections couplées présidentielle/législatives de 2020 et des municipales de 2021 le 21 octobre 2019 à Ouagadougou qui a permis de mobiliser 12,517 milliards francs CFA ;
- La tenue de la table ronde pour le financement de la Stratégie nationale de la finance inclusive 2019-2023 le 12 novembre 2019 qui a permis d'enregistrer des annonces pour un montant de 26,311 milliards francs CFA.
- La signature de 105 conventions de financement d'un montant global de 976,88 milliards de FCFA contre 1 176,11 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 16,9%.

FOCUS



500 millions FCFA
mobilisés à travers le
PADEL et le PUS lors
de la tenue d'une
table ronde



12,517 milliards FCFA
mobilisés pour le
financement des élections
couplées présidentielle/
législative lors de la tenue
d'une table ronde



Table ronde pour le financement des élections couplées présidentielle/législatives de 2020 et des municipales de 2021 le 21 octobre 2019 à Ouagadougou

Tableau 6 : Récapitulatif des conventions de financement signées en 2019 (en milliards FCFA)

Types	Bilatéraux		Multilatéraux		ONG		PPP		Total
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Montant
Prêts	7	92,87	12	315,82	-	-	6	140,80	549,49
Dons	28	206,31	13	145,74	39	75,34	-	-	427,39
Total	35	299,18	25	461,56	39	75,34	6	140,80	976,88

Source : données DGCOOP

L'analyse du montant total des conventions de financement signées en 2019 fait ressortir une prédominance des partenaires multilatéraux (47%) suivis des partenaires bilatéraux (31%), des PPP (14%) et des ONG (8%) comme l'indique le graphique ci-dessous :

Graphique 7 : Répartition des conventions selon le volume de financement par type de partenaire en 2019

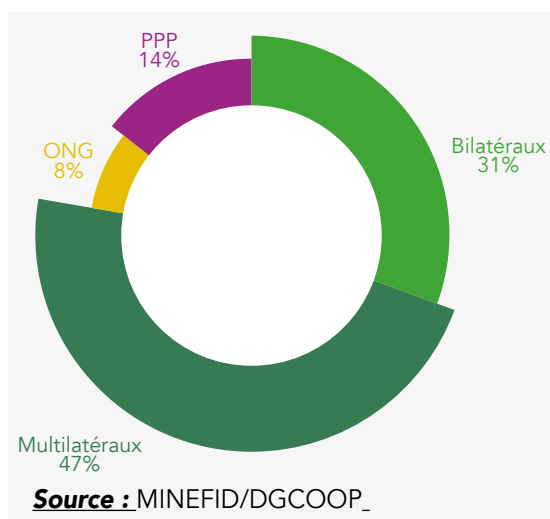


Table ronde des Partenaires techniques et financiers pour le financement de la stratégie nationale de la finance inclusive du 12 novembre 2019 à Ouagadougou.

Selon le type de financement, les conventions sont dominées par les prêts (56,2%). Il ressort que les partenaires multilatéraux accordent plus de prêts tandis que les partenaires bilatéraux octroient plus de dons.



Signature d'un accord de financement, avec l'AFD le 26 septembre 2019 de 19,68 milliards FCFA pour soutenir les investissements du PUS et d'autres programmes dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES.



Signature de trois (03) accords de financement sous forme de prêt et de dons de la Banque Africaine de Développement le 01 mars 2019 d'un montant global de 9,436 milliards FCFA.



Signature de deux (02) accords de financement d'un montant global estimé à plus de 6,887 milliards de F CFA le 18 avril 2019 à Ouagadougou



Signature de trois (03) accords de financement d'un montant total de 25,91 milliards de F CFA le 22 juillet 2019 à Ouagadougou.

IV.2 Les ONG et les Associations de développement

Les ONG et Associations de développement interviennent dans la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement du Burkina Faso. Ainsi, trente-huit (38) ONG/AD ont signé des conventions avec le Gouvernement en 2019 contre seize (16) en 2018, dont quatorze (14) nouvellement installées et vingt-quatre (24) à titre de renouvellement, portant à 333 le nombre d'ONG /AD disposant d'une convention valide. Le montant prévisionnel d'investissement total enregistré pour ces ONG/AD est de 75,34 milliards FCFA reparti dans les domaines d'intervention de l'éducation, de l'agriculture, de la santé et de la gouvernance.

Pour un meilleur exercice de leur fonction, les ONG/AD bénéficient d'exonération de la part du Gouvernement. Pour ce qui est des exonérations douanières, le montant total pour les demandes d'exonération soumis au visa de la DGCOOP a concerné des matériels d'une valeur CAF estimée à 2,938 milliards FCFA. Au titre des exonérations fiscales, le montant total de la TVA dont le remboursement est demandé par les ONG, est estimé à 126,731 millions FCFA.

En vue de favoriser le dialogue avec le gouvernement et de présenter les réalisations des ONG/AD, les journées nationales de concertation Gouvernement-ONG/AD ont été tenues les 16 et 17 juillet 2019 à Ouagadougou, sous le thème « Situation sécuritaire et poursuite des actions de développement des ONG/AD : quelles stratégies de pérennisation de l'offre de services et des financements ? ».



Journées nationales de concertation Gouvernement-ONG/AD les 16 et 17 juillet 2019 à Ouagadougou, sous le thème « Situation sécuritaire et poursuite des actions de développement des ONG/AD : quelles stratégies de pérennisation de l'offre de services et des financements ? ».

Par ailleurs, des visites de réalisations ont été effectuées auprès de cinquante et une (51) ONG/AD dans huit (08) régions et le rapport de synthèse 2017-2018 sur la contribution des ONG/AD a été élaboré sur le thème : « Contribution des ONG à l'amélioration de la production agro-sylvo-pastorale ».

IV.3 Les collectivités territoriales

Le Code général des collectivités territoriales prévoit une répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales suivant le principe de subsidiarité (article 34) et indique que le transfert de compétences doit être accompagné des moyens et des ressources nécessaires pour l'exercice effectif de ces compétences (article 36).

En application de ces dispositions, le Gouvernement procède chaque année à travers le MINEFID, à la mise à disposition des collectivités territoriales des ressources financières pour leur permettre de prendre en charge les domaines de compétences qui leur ont été transférés.

C'est ainsi qu'en 2019, les collectivités territoriales ont bénéficié de transferts de ressources financières d'un montant total de 39,04 milliards FCFA en accompagnement des compétences transférées.

Tableau 7 : Montant des ressources transférées par domaine de compétences

Domaine de compétences	Montant transféré (en millions de FCFA)
Education Nationale	30 236,61
Santé	6 284,15
Eau potable et assainissement	1 799,99
Jeunesse et emploi	100,00
Sports et loisirs	30,46
Culture et tourisme	19,63
Action sociale et solidarité nationale	95,00
Sécurisation foncière	400,00
Marchés, abattoirs et foires	77,30
Total	39 043,13

Source : données DGD, Arrêtés de transfert 2019.

IV.4 Les autres ministères et institutions

Dans le cadre du renforcement du pilotage et de la gestion de l'économie, le MINEFID appuie les autres ministères et institutions dans la formulation de leurs documents de planification, l'élaboration et dans l'exécution de leur budget programme.

Ainsi, le MINEFID a accompagné sept (07) ministères dans l'élaboration et la finalisation de huit (08) stratégies assorties de leurs plans d'actions.

En outre, en matière de planification, de programmation, de gestion budgétaire et de marchés publics, le cadre de concertation « DGB avec les DAF » qui réunit la direction générale du budget et l'ensemble des DAF des ministères et institutions a été tenu.

IV.5 Le secteur privé

Dans le cadre des relations du ministère avec le secteur privé, les actions majeures suivantes ont été réalisées en 2019 :

❖ L'exécution du « Programme PPP 2016-2018 »

Il ressort que cinq (05) projets ont fait l'objet de contractualisation. Il s'agit :

- Du projet d'émission de passeport électronique pour un montant de 9,588 milliards FCFA qui a été contractualisé en partenariat public-privé sous forme de Built Operate and Transfert et en phase d'exploitation ;
- Du projet de construction et de bitumage du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou pour un montant de 181,068 milliards FCFA, en phase de travaux ;
- De trois (03) projets du Ministère de l'énergie, restructurés, qui ont abouti à la signature en avril 2019 de six (06) nouveaux contrats, en phase de bouclage financier pour la construction de six (06) centrales solaires photovoltaïques d'une capacité cumulée de 176 mégawatt crête pour un montant estimé à 140,8 milliards FCFA.

❖ L'élaboration de « l'avant programme PPP 2019-2020 »

L'avant-programme des projets PPP 2019-2020 a été validé le 24 décembre 2019 lors de la tenue des travaux de la Commission PPP.

L'élaboration de ce portefeuille s'est faite suivant un certain nombre de critères pour s'assurer notamment de l'aptitude des différents projets à s'exécuter suivant ce mécanisme et de la capacité du budget de l'Etat à y répondre efficacement. Il a un coût total estimé à 2 505,574 milliards FCFA et comprenant dix-neuf (19) projets portés par huit (08) départements ministériels. Ces projets sont pour l'essentiel sous le type de projets en PPP de type Built Operate and Transfert.

La répartition des projets par ministère se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 8: répartition des projets PPP par ministère

Ministères	Nombre de projets PPP	Coût par Ministère en milliards FCFA
Ministère des affaires étrangères et de la coopération	1	17
Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat	5	385,358
Ministère de la communication et des relations avec le parlement	1	11,085
Ministère de l'énergie	6	456,183
Ministère de l'économie, des finances et du développement	2	658,215
Ministère des infrastructures	1	807,822
Ministère des ressources animales et halieutiques	2	12,607
Ministère des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière	1	157,304
TOTAL	19	2 505,574

Source : DGCOOP

PARTIE V :

Défis et perspectives

Le MINEFID joue un rôle important dans l'atteinte des objectifs de développement notamment dans le secteur de la Gouvernance économique. En dépit des résultats engrangés, le ministère fait face à de nombreux défis. Il s'agit entre autres de :

- L'optimisation de la mobilisation des ressources pour le financement des actions de développement ;
- L'optimisation de l'allocation de ressources ;
- L'amélioration de la qualité de la budgétisation dans le cadre du budget programme ;
- La rationalisation des dépenses ;
- La recherche de la transparence à travers la reddition des comptes ;
- Le renforcement des capacités d'analyse et de prévisions économiques ;
- Le renforcement du système statistique national ;
- L'amélioration de l'environnement institutionnel, organisationnel et réglementaire ;
- Le renforcement de la mise en œuvre des engagements internationaux de développement, notamment les ODD et l'agenda 2063 ;
- La poursuite et l'accentuation des efforts dans le domaine de l'aménagement du territoire.

En perspectives pour l'année 2020, le MINEFID entend réaliser les actions majeures suivantes :

- L'élaboration de la stratégie nationale d'intelligence économique du Burkina Faso ;
- La poursuite des travaux du 5ème Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-V) ;
- L'évaluation de la mise en œuvre de la Politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT) ;
- La mise en place d'un dispositif institutionnel fonctionnel du Programme d'urgence pour le sahel (PUS) ;
- La mise en place du dispositif institutionnel de préparation des agropoles ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale ;
- La relecture du code national des douanes ;
- La poursuite de l'opérationnalisation du cadastre fiscal ;
- La poursuite de l'amélioration du niveau du transfert des ressources financières aux collectivités territoriales liées aux compétences transférées ;
- La poursuite de la dématérialisation de la procédure d'appel d'offre ;
- L'opérationnalisation du Compte unique du trésor (CUT) ;
- La réalisation de la deuxième évaluation de la performance en matière de gestion de la dette (DEMPA) ;
- La réalisation de missions de contrôle et d'audits ;
- La réalisation d'une enquête de satisfaction sur les prestations des structures du MINEFID ;
- La mise en œuvre de la comptabilisation en droits constatés.

Conclusion

En 2019, les activités du MINEFID se sont réalisées dans un contexte de renforcement du dialogue, de cohésion sociale et d'adhésion des partenaires aux actions entreprises par le ministère. Cela a permis d'engranger des résultats satisfaisants dans ses différents domaines d'intervention. Pour exemple, l'ensemble des régions de recettes ont enregistré une bonne performance en matière de mobilisation de ressources grâce à la poursuite des réformes mises en œuvre dans le cadre de la modernisation de l'administration. Sur une prévision de 1837,50 milliards FCFA, les ressources propres ont été mobilisées à hauteur de 1805,98 milliards FCFA soit un taux de recouvrement de 98,28%. Toutefois, certaines activités ont été impactées négativement par le contexte national difficile, marqué par les attaques terroristes.

Pour l'année 2020, les défis majeurs à relever pour améliorer la performance du département concernent entre autres le renforcement des capacités d'analyse et de prévisions macroéconomiques, la mobilisation des ressources pour le financement des actions de développement, l'optimisation de l'allocation des ressources financières et la rationalisation des dépenses.

Equipe d'élaboration de la rétrospective 2019

- Madame **SANE/CONGO Aïssata**, Directrice générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Madame **ZOUNGO Aminata**, Directrice du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **BAKOLO Léon Herman**, Directeur de la communication et de la presse ministérielle ;
- Monsieur **SAWADOGO Ilyasse**, Chargé d'études à la Cellule d'appui technique / Direction générale des études et des statistiques Sectorielles ;
- Monsieur **ZONGO Alexis**, Chargé d'études à la Cellule d'appui technique / Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Madame **TRAORE Satta**, de la Direction générale de la coopération ;
- Monsieur **SALBRE Soumaïla**, Chef de service à la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **OUEDRAOGO Sayouba**, de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **YAMEOGO K. Richard** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **SAWADOGO Mohamadi**, de la Direction de la formulation des politiques ;
- Monsieur **SIMPORE Charles W.** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **KOEBA Mahomed** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Madame **ROUAMBA/CONGO Adeline** de la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation ;
- Monsieur **OUEDRAOGO Mahamadi** de la Direction des statistiques sectorielles ;
- Monsieur **SOMDA Sanitéon Julien**, Chargé du contrôle interne et du suivi-évaluation de la Direction des ressources humaines ;
- Madame **SANGO/SAWADOGO Rihanata** de la Direction de la prospective et de la planification opérationnelle ;
- Madame **OUEDRAOGO/DERA Maïmounata**, de la Direction de la coordination des projets et programmes ;
- Monsieur **NIKIEMA Emile** chef de service à la Direction du développement institutionnel et de l'innovation ;
- Monsieur **SAWADOGO Boureima** de la Direction générale de l'économie et de la planification ;
- Monsieur **KAGAMBEGA T. Gaëtan** de la Direction de la communication et de la presse ministérielle ;
- Madame **TRAORE Yé Ida** de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- Monsieur **ZOUMBARA Denis** de la Direction générale du développement territorial ;
- Monsieur **NIKIEMA Narcisse** de la Direction de l'administration et des finances ;
- Monsieur **PAGBELEM Adama**, Chef de service à la Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation.

Photo de l'équipe d'élaboration de la rétrospective 2019





ANNEXES

Annexe 1 : Statistiques sur les ressources humaines et financières

Tableau 1 : Evolution du personnel du MINEFID de 2015 à 2019

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Effectif	7 983	8 199	8 538	9 269	9 319

Source : DRH/MINEFID

Tableau 2 : Structure du personnel du MINEFID par sexe de 2015 à 2019

Sexe	2015		2016		2017		2018		2019	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Homme	6 395	80,11	6 477	79	6 845	80	7 562	80	7 493	81,58
Femme	1 588	19,89	1 722	21	1 693	20	1 707	20	1 826	18,42
Ensemble	7 983	100	8 199	100	8 538	100	9 269	100	9 319	100

Source : DRH/MINEFID

Tableau 3 : Evolution du personnel par tranche d'âge de 2015 à 2019

Tranche d'âge	2015	2016	2017	2018	2019
Moins de 20 ans	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	67	157	173	96	99
25 à 29 ans	804	821	872	788	798
30 à 39 ans	4 000	4 027	4 146	4 317	4342
40 à 49 ans	2 018	2 037	2 122	2 459	2466
50 et plus	1 094	1 157	1 125	1 609	1614
Ensemble	7 983	8 199	8 538	9 269	9319

Source : DRH/MINEFID

Tableau 4 : Evolution des dotations budgétaires et exécution budgétaire par type de dépense du MINEFID de 2017 à 2019 (en milliards FCFA)

Intitulés	Années								
	2017			2018			2019		
	Dotation	Exécution	%	Dotation	Exécution	%	Dotation	Exécution	%
Dépenses courantes	85,275	84,622	99,23	109,892	98,534	90	213,675	188,779	88
...Personnel	28,280	28,277	99,99	28,157	24,597	87	35,925	34,533	96
...Fonctionnement	45,120	44,781	99,25	60,235	59,343	99	42,647	41,791	98
Charge financière de la dette	0,000	0,000		99,71	95,771	96,05	100	81,579	82
...Transfert courant	11,876	11,564	97,37	21,499	17,593	82	35,102	30,876	88
Dépenses en capital	28,231	25,061	82,42	67,973	13,81	20	17,389	12,963	75
Investissement exécutés par l'Etat	26,165	24,934	95,29	67,973	13,81	20	17,389	12,963	75
...Ressources propres	2,066	0,127	6,13	61,741	13,702	22	12,986	12,419	96
...Subventions	0,000	0,000	0	4,524	0,108	2	3,622	0,544	15
...Prêts	113,506	109,683	96,63	1,707	0	0	0,78	0	0
Total	11,876	11,564	97,37	177,865	112,344	63	231,064	201,742	87

Source: DAF/MINEFID

Tableau 5 : Performances des régies de recettes en 2018 et en 2019 (en milliards FCFA)

Structures	2018		2019	
	Prévisions LFR	Réalisations	Prévisions LFR	Réalisations
DGI	747	723,05	869,05	844,64
DGD	572,88	639,09	664,95	638,27
DGTCP	156,9	177,99	303,5	323,07

Source: PTA/DGESS/MINEFID

Tableau 6 : Liste des projets et programmes sous tutelle technique du MINEFID en 2019

N°	Projets et programmes
1	Programme d'appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales (PARI)
2	Projet d'appui à la mise en œuvre du PNDES (PA PNDES)
3	Programme population
4	Initiative fonds fiduciaire Union européenne-OIM pour la protection et la réintégration des migrants: Burkina Faso.
5	Projet « renforcement des capacités nationales à l'intégration du dividende démographique dans les politiques de développement »
6	Programme d'urgence pour le sahel au Burkina Faso (PUS-BF)
7	Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)
8	Projet Cadastre fiscal (PCF)
9	Projet de Gouvernance Economique et de Participation Citoyenne (PGEPC)
10	Projet d'assistance technique et financier au profit de la Direction Générale Des Impôts (DGI), Phase II
11	Projet soutien à la politique sectorielle de gouvernance économique-appui au renforcement de la gestion des finances publiques
12	Projet renforcement de la bonne gouvernance financière au Burkina Faso (PRBGF)
13	Programme immobilier de l'Etat et de ses démembrements (PIED)
14	Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS)
15	Projet d'appui à la promotion des pôles de croissance et des systèmes productifs régionaux au Burkina (PAP-PCSPR/BF).

Source : DGESS MINEFID

Annexe 2 : Statistiques sur la coopération au développement

Tableau 7 : L'APD par type et source de financement (en millions USD)

Type de financement	2018		2019	
	Prêts	Dons	Prêts	Dons
Bilatéraux	50,75	376,336	427,08	401,15
Arabie Saoudite		0	1,68	1,68
Belgique	0,961	16,144	17,11	17,44
France	36,6	45,4	81,99	57,53
Inde	0,61		0,61	1,39
Koweït		0	3,09	3,09
Allemagne		45,37	45,37	74,103
Autriche		3,32	3,32	8,65
Brésil		0		0,00
Canada		39,59	39,59	29,43
Corée du Sud		0		0,00
Danemark	12,574	42,33	54,9	26,93
Etats Unis d'Amérique		93,71	93,71	73,23
Italie		7,06	7,06	10,69
Japon		17,28	17,28	11,05
Luxembourg		21,88	21,88	24,735
Pays-Bas		0		0,00
Principauté de Monaco		0,94	0,94	1,57

Type de financement	2018		2019	
	Prêts	Dons	Prêts	Dons
République Populaire de Chine		27,85	0	16,35
Suisse		27,85	27,85	29,43
Suède		15,48	15,48	36,353
Multilatéraux	365,71	634,75	1000,46	539,35
Banque Africaine de Développement	56,86	46,57	103,43	20,64
Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	4,84		4,84	16,98
BID	50,74	0,068	50,81	65,83
Banque Mondiale	173,9	230,46	404,36	63,26
Banque Ouest-Africaine de Développement	29,99		29,99	25,51
Banque d'Investissements et de Développement de la CEDEAO	10,212		10,21	0,00
Fonds Monétaire International	25,16		25,16	49,69
Fonds OPEP	8,45		8,45	4,02
Indépendants		41,816		101,07
Système des Nations Unies (SNU)	5,56	79,55	85,11	178,15
Union Européenne		236,3	236,3	176,24
ONG Internationales	61,64	61,64	61,64	76,07
TOTAL	416,46	1072,72	1489,18	1016,57
			532,15	1548,72

Source : PGA/DGCOOP, juin 2020

Tableau 8 : L'APD par instrument et source de financement (en millions USD)

Bailleurs	Aide Projet - Avec fonds commun et/ou CAST	Aide projet - Sans fonds commun et/ou CAST	Appui Budgétaire Général	Appui budgétaire sectoriel	Aide alimentaire	Assistance et secours d'urgence	Total
Allemagne		59,55		14,55			74,10
Arabie Saoudite		1,68					1,68
Autriche		5,04				3,61	8,65
Belgique		17,29				1,57	18,86
Banque Mondiale		233,74	98,16				331,90
Canada	7,54	21,89					29,43
Danemark	1	18,29		7,64			26,93
France	15,88	49,53	37,22			2,91	105,54
Indépendant		101,07					101,07
Italie	2,61	8,08					10,69
Luxembourg	12,54	12,19					24,73
Pays-Bas							0,00
Principauté de Monaco		1,46			0,111		1,57
République Populaire de Chine		16,35					16,35
Suisse	14,61	9,23	5,59				29,43
Suède		36,35					36,35
Système des Nations Unies	11,21	100,02			35,73	32,62	179,58
Etats Unis d'Amérique		58,96				14,27	73,23
Japon		0,77			4,59	5,7	11,06
ONG internationales		75,927				0,14	76,07

Bailleurs	Aide Projet - Avec fonds commun et/ou CAST	Aide projet - Sans fonds commun et/ou CAST	Appui Budgétaire Général	Appui budgétaire sectoriel	Aide alimentaire	Assistance et secours d'urgence	Total
Banque Africaine de Développement (BAD/FAD)		34,76		13,80		0,18	48,74
Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique		16,98					16,98
Banque Islamique de Développement		65,83					65,83
Banque Ouest-Africaine de Développement		25,51					25,51
Banque d'Investissements et de Développement de la CEDEAO		0,001					0,00
Brésil							0,00
Chine-Taïwan							0,00
Corée du Sud							0,00
Fonds OPEP		4,02					4,02
Inde		1,39					1,39
Koweït		3,09					3,09
Union Européenne		73,71	60,40	41,81		0,324	176,24
Fonds Monétaire International			49,69				49,69
Total	65,39	1052,71	251,06	77,81	40,43	61,32	1548,72

Source : PGA/DGCOOP, juin 2020

Tableau 9 : Liste des conventions de financement signées avec les PTF en 2019

N°	INTITULE	MONTANT (FCFA)
COOPERATION BILATERALE		299 183 504 150
France		116 749 924 155
1	Projet Agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE)	8 582 614 855
2	Projet d'interconnexion électrique régionale Dorsale Nord	19 678 710 000
3	Projet d'interconnexion électrique régionale Dorsale Nord	9 839 355 000
4	Programme d'Investissement et de Renforcement des Capacités de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (PIRC/ONEA)	26 697 449 900
5	Appui Budgétaire en soutien à la mise en œuvre du PNDES	6 559 570 000
6	Convention de crédit «appui du programme économique et financier du Gouvernement»	19 678 710 000
7	Convention de financement entre le l'AFD et le Burkina Faso relatif au Programme d'appui à la politique sectoriel de l'enseignement et de l'formation technique et professionnelle (APOSE/EFTP)	6 559 570 000
8	Avenant à la convention de financement entre le l'AFD et le Burkina Faso relatif au Programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF)	13 906 288 400
9	Programme d'Investissement et de Renforcement des Capacités de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (PIRC/ONEA)	3 279 785 000
10	Projet 3 frontières	1 967 871 000
Grand-Duché de Luxembourg		14 470 626 250
11	Protocole d'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif au Projet d'appui à la compétitivité des produits de la filière karité (PACFI-K)	1 876 251 850
12	Avenant au Protocole d'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif au Programme d'appui pour la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF)	4 066 933 400
13	Protocole d'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Burkina Faso relatif au Programme d'appui à la politique sectoriel de l'enseignement et de l'formation technique et professionnelle (APOSE/EFTP)	8 527 441 000
Allemagne		40 669 334 000
14	Contrat d'exécution pour les programmes et projet de coopération technique / Projet «Renforcement de la bonne gouvernance financière au Burkina Faso, Phase II» (Projet GIZ/PRBGF II)	1 967 871 000
15	Projet de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque régional à Kodéni et son raccordement à la SONABEL	13 119 140 000
16	Programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Haut Bassins et du Sud-Ouest (AEPA 4-R) Phase 2	11 151 269 000

N°	INTITULE	MONTANT (FCFA)
17	Projet de pilotage et de mise en place de la plateforme TruBudget Phase 2	1 639 892 500
18	Reserve de Biosphère Transfrontalière WAP: Biodiversité dans les parcs nationaux burkinabés Arly et W (FSOA)	6 559 570 000
19	Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole par la Conservation des Eaux et des Sols (PACES), phase II	6 231 591 500
Autriche		3 925 902 645
20	Projet d'irrigation localisée et de résilience agricole au Burkina Faso (PIRA-BF)	1 302 074 645
21	Projet Formation professionnelle en Energie Renouvelable au Burkina Faso (BBEE-BF)	983 935 500
22	Appui à la Politique Sectorielle d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (APOSE/EFTP)	1 639 892 500
Suisse		13 154 812 500
23	Projet de réponse d'urgence et de renforcement de la résilience des populations affectées par la crise alimentaire et pastorale de 2018 au Burkina Faso (PRACAP)	1 238 100 000
24	Programme de valorisation du potentiel agro-pastoral dans l'Est du Burkina Faso, Phase 2 (VALPAPE 2)	6 097 642 500
25	Programme d'appui au secteur de la culture au Burkina Faso, Phase 5 (PASEC 5)	1 485 720 000
26	Avenant à l'accord relatif à la mise en œuvre du Programme d'appui à l'éducation de base	4 333 350 000
Abu Dhabi		30 295 174 600
27	Projet d'électrification de 42 localités par systèmes solaires et mini-réseau de distribution électrique (PERD/EnR 42 localités).	5 500 000 000
28	Projet de construction et d'équipement d'un centre hospitalier universitaire à Bassinko (financement partiel)	24 795 174 600
Koweït		8 536 470 000
29	Projet de construction de la route Tougan-Ouahigouya (RN10)	8 250 000 000
30	Subvention d'Assistance Technique pour la participation au financement de l'étude de faisabilité technique et économique du projet de développement intégré de la vallée de Samendeni au Burkina Faso	286 470 000
Japon		3 000 000 000
31	Projets assistance Alimentaire	1 500 000 000
32	Projet acquisition d'un stabilisateur au profit du Ministère des Infrastructures	1 500 000 000
Canada		3 800 000 000
	Projet d'appuis aux réformes institutionnelles et techniques pour l'équité (PARITE)	3 800 000 000

N°	INTITULE	MONTANT (FCFA)
Republique populaire de Chine		64 581 260 000
33	Projet de construction de cent (100) complexes scolaires équipés	5 500 000 000
34	Accord de don pour la réalisation du Projet de construction d'un nouveau centre hospitalier universitaire à Bobo Dioulasso	55 235 250 000
35	Accord de mise en œuvre du projet d'assistance technique pour la démonstration de la culture du Mil au Burkina Faso	3 846 010 000
COOPERATION MULTILATERALE		461 557 395 430
OFID		21 450 000 000
1	Projet de construction et de butinage de la route nationale n°10 Tougan-Ouahigouya	10 450 000 000
2	Projet d'appui à la promotion de la filière agricole	11 000 000 000
BAD		39 372 928 000
3	Initiative «Désert à l'énergie» Projet Yeleen d'électrification rurale	2 523 120 000
4	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger	1 385 750 000
5	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger	878 638 000
6	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger	1 682 080 000
7	Projet d'appui à la création d'une banque d'agrobusiness	6 307 800 000
8	Aide d'Urgence pour la lutte intégrée contre l'invasion de la chenille légionnaire d'automne	575 000 000
9	Projet d'aménagement et de valorisation de la plaine de La Léraba	3 364 000 000
	Projet d'aménagement et de valorisation de la plaine de La Léraba	22 656 540 000
Banque mondiale		298 474 800 000
10	Projet des centres d'excellence d'enseignement supérieur d'Afrique pour l'impact sur le développement d'Afrique (CEA IMPACT)	6 050 000 000
		12 100 000 000
11	Projet d'appui à l'inclusion financière et d'accès au financement des petites et moyennes entreprises	55 000 000 000
12	Première opération de la série d'appuis aux réformes sur la gestion budgétaire, la croissance durable et la prestation des services de santé (Appui budgétaire)	55 000 000 000
13	Projet Filets Sociaux	55 000 000 000
14	Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PRéCA)	115 324 800 000
Union Européenne		33 125 828 500
15	Projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union européenne pour le Burkina Faso (PAGA)	1 967 871 000

N°	INTITULE	MONTANT (FCFA)
16	Projet YEELEN	9 839 355 000
17	Programme pour la compétitivité en Afrique de l'Ouest	4 919 677 500
18	Projet PUS+	16 398 925 000
FIDA		39 678 838 930
19	Projet d'aménagement et de valorisation de la plaine de La Léraba	5 378 847 400
20	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun	33 716 189 800
21	Projet d'appui aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun	583 801 730
PNUD		1 705 000 000
	Projet COSED d'Etat de droit, Sécurité et Cohésion Sociale	1 705 000 000
BOAD		25 000 000 000
22	Projet de promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso (PPFIB)	5 000 000 000
23	Programme d'appui au Développement des Economies Locales dans 06 régions du Burkina Faso (Haut bassin, Sud-Ouest, Centre, Plateau Central, Cascades et Centre-Ouest)	10 000 000 000
24	Programme d'appui au Développement des Economies Locales dans 06 régions du Burkina Faso (Haut bassin, Sud-Ouest, Centre, Plateau Central, Cascades et Centre-Ouest)	10 000 000 000
BID		2 750 000 000
25	Projet d'aménagement agricole de 2000 ha à Dangoumana	2 750 000 000
TOTAL		760 740 899 580

Source : DGCOOP juin 2020

Tableau 10 : Les conventions d'établissement signées avec les ONG/AD en 2019 (FCFA)

N°	Convention	Montant
1	CATHOLIC RELIEF SERVICES	13 560 000 000
2	EDUCO	11 296 097 850
3	HELEN KELLER INTERNATIONAL	9 510 458 802
4	DIRECT AID	8 997 002 925
5	HUMANITE ET INCLUSION	4 688 003 000
6	INTERNATIONAL REFERENCE CENTER FOR WATER SANITATION AND HYGIENE	3 637 550 000
7	MEDECINS SANS FRONTIERES	2 609 360 000

8	TERRE VERTE	2 242 000 000
9	FONDATION SEMAFO	1 941 792 115
10	PLANNED PARENTHOOD GLOBAL BURKINA FASO	1 429 885 100
11	TUA RES STIFTUNG	1 412 289 407
12	FONDATION HIRONDELLE	1 292 159 270
13	ASSOCIATION FOR SMALL AFRICAN PROJETS	1 234 862 925
14	ARMY OF THE KING	1 165 000 000
15	ENFANTS DU MONDE	1 138 200 000
16	ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES LAICS (LVIA)	1 020 504 413
17	GLOBAL ISLAMIC MISSION	900 949 999
18	FERT	877 283 457
19	TAMAT	813 386 680
20	LE SOLEIL DANS LA MAIN	732 564 181
21	ORGANISATION NEERLANDAISE ET DE DEVELOPPEMENT	644 574 953
22	FATAWA ISLAMIQUE EL HAIRIA DU BURKINA	624 361 211
23	GRUPPO DI VOLONTARIATO CIVILE	540 607 500
24	LE RELAIS	500 000 000
25	THE SONDER PROJECT, INC	433 160 000
26	ASSOCIATION TIPOKO	386 200 000
27	ILES DE PAIX	314 858 885
28	INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE	292 788 300
29	AFRICA FOR JESUS MINISTRIES INTERNATIONAL	229584950
30	ASSOCIATION SCOLARITE SAINTE ALAIN ET ANNE-LOUIS- LES ENFANTS DU BAM	196 787 100
31	ORDRE DES FRERES FRANCISCAINS CONVENTUELS	185 000 000
32	FONDATION D'AIDES AUX PROJETS SAHELIENS	175 000 000
33	CAMPO DI LAVARO PER IL SANTO NATALE	125 251 000
34	ASSOCIATION LES AMIS DE LA COUR DES FEMMES	53 250 000
35	INSTITUT DES SŒURS DE L'IMMACULEE CONCEPTION DE NOTRE DAME DE LOURDES	41 010 000
36	LIBERE TON GENIE D'AFRIQUE	38 835 000
37	COUP DE POUCE PUS	26 593 100
38	GREEN CROSS	22 000 000
39	ASSOCIATION GERARD SABARLY	7 550 000
TOTAL		75 336 762 123

Source : DGCOOP juin 2020

Tableau 11 : Les contrats de partenariat public-privé signés en 2019 en FCFA

N°	INTITULE	MONTANT EN FCFA
1	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 36 MWc à Kalzi	28 800 000 000
2	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 24 MWc à Zano	19 200 000 000
3	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 18 MWc à Dédougou	14 400 000 000
4	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 30 MWc sur le site de Pâ ;	24 000 000 000
5	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 38 MWc à Kodéni	30 400 000 000
6	Projet de centrale solaire photovoltaïque de 30 MWc à Ouagadougou	24 000 000 000
TOTAL		140 800 000 000

Source : DGCOOP juin 2020

